

Pension complémentaire sectorielle WOOD-Life

CCT du 6 novembre 2013 remplaçant la CCT du 2 septembre 2009 (n° d'enreg. 98687), AR du 10 octobre 2010, Moniteur belge du 9 novembre 2010

Chapitre I – Champ d'application

Article 1. La présente convention collective de travail s'applique aux ouvriers et aux ouvrières qui sont ou qui étaient liés par un contrat de travail avec un employeur ressortissant à la compétence de la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois.

Art. 2. Sont exclus du champ d'application de la présente convention,

- les travailleurs détachés en Belgique par un employeur établi à l'étranger, conformément aux dispositions du titre II du règlement CEE n° 1408/71 du Conseil ;
- les travailleurs liés par un contrat d'étudiant ;
- les travailleurs liés par un contrat de travail intérimaire ou de mise à disposition par un autre employeur ;
- les travailleurs liés par un contrat dans le cadre d'un plan de formation, de recyclage ou d'insertion dans le monde du travail.

Sauf modification explicite de la présente convention, les périodes d'occupation sous l'un des statuts susmentionnés ne sont pas pris en considération pour l'ouverture de droits ultérieurs à une pension sectorielle complémentaire.

Chapitre II – Objet

Art. 3. Conformément aux articles 10 et 43 de la Loi du 28 avril 2003 (relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, telle que publiée au Moniteur belge du 15 mai 2003, erratum Moniteur belge du 26 mai 2003, ci-après dénommée LPC), la présente CCT vise à instaurer un **régime de pension sectoriel** à partir du **1^{er} juillet 2008**. La CCT exécute la décision des organisations représentatives représentées au sein de la commission paritaire pour l'ameublement et l'industrie transformatrice du bois.

L'engagement de pension est de nature « cotisation définie » sans rendement assuré de la part de l'organisateur et est organisé sous la forme d'une assurance-groupe avec rendement assuré par l'organisme de pension.

Les droits et les obligations de l'organisateur, de l'organisme de pension et des affiliés sont décrits dans le règlement de l'assurance-groupe joint en annexe à la présente CCT

L'engagement de solidarité et le choix de la personne morale chargée de l'exécution de cet engagement sont traités en détail dans le chapitre VI de la présente CCT. Les règles en matière de gestion et de financement de cet engagement de solidarité ainsi que les prestations découlant de cet engagement sont fixées dans le règlement de solidarité joint en annexe à la présente CCT.

La présente CCT, le règlement de l'assurance-groupe et le règlement de solidarité forment un ensemble et doivent par conséquent toujours être lus dans ce contexte.

Art. 4. Les parties signataires demandent que la présente convention collective de travail, y compris l'annexe, soit rendue obligatoire par AR le plus vite possible.

Chapitre III – Désignation de l'organisateur

Art. 5. Conformément à l'art.3, §1,5° de la LPC, le *Fonds de Sécurité d'Existence de l'Ameublement et de l'Industrie transformatrice du Bois* est désigné comme organisateur du régime de pension sectoriel.

Chapitre IV – Affiliation

Art. 6

6.1. Sont affiliés, les ouvriers/ouvrières lié(e)s à un employeur par un contrat de travail tel que décrit à l'art. 1 de la présente CCT, quelle que soit la nature de ce contrat de travail (à temps plein, à mi-temps, à durée déterminée ou indéterminée, pour un travail précis, etc.) et qui remplissent les conditions d'affiliations mentionnées au point 6.2.

6.2. Afin d'être affilié au régime de pension complémentaire, l'ouvrier/ouvrière mentionné(e) à l'art. 6.1 doit être âgé(e) de 23 ans au moins et prouver qu'il/elle a déjà perçu à ce moment au moins deux primes de fidélité payables de la part du Fonds de Sécurité d'Existence.

Conformément à l'article 13 de la LPC, l'affiliation est immédiate à partir de l'âge de 25 ans, sans condition supplémentaire.

A partir du versement de la prime de décembre 2014, l'âge d'affiliation est diminué jusqu'à 21 ans, sans condition supplémentaire.

6.3 Conformément à l'article 17 de la LPC, l'affilié peut faire valoir des droits sur les réserves de pension un an après l'affiliation.

Chapitre V – Prestations pour les affiliés

Art. 7. Le 1^{er} décembre, une cotisation annuelle est versée sur les contrats d'allocation individuels au départ d'un fonds de financement, indépendamment des versements basées sur les prestations de solidarité telles que stipulées à l'art. 9 de la présente CCT.

Cette cotisation est déterminée comme suit :

- 0,6 % de la rémunération brute de l'ouvrier au cours de la période de référence allant du 1^{er} juillet de l'année précédente au 30 juin de l'année concernée si l'ouvrier a moins de 10 ans d'ancienneté ;
- 1 % de la rémunération brute de l'ouvrier au cours de la période de référence allant du 1^{er} juillet de l'année précédente au 30 juin de l'année concernée si l'ouvrier a au moins 10 ans d'ancienneté.

A partir du versement de la prime de décembre 2013, les cotisations sont majorées comme suit :

- 0,69 % de la rémunération brute de l'ouvrier au cours de la période de référence allant du 1^{er} juillet de l'année précédente au 30 juin de l'année concernée si l'ouvrier a moins de 10 ans d'ancienneté ;
- 1,15 % de la rémunération brute de l'ouvrier au cours de la période de référence allant du 1^{er} juillet de l'année précédente au 30 juin de l'année concernée si l'ouvrier a au moins 10 ans d'ancienneté.

L'ancienneté visée ci-dessus est fixée à l'aide du nombre de primes de fidélité sectorielles payables que l'ouvrier a obtenues en ce qui concerne la période de référence concernée ainsi que les périodes de référence antérieures.

La rémunération brute sur laquelle la cotisation est basée correspond au salaire tel que mentionné sur la prime de fidélité relative à cette même période de référence.

Pour les affiliés qui décèdent ou qui atteignent la date de fin du contrat, la dernière cotisation est calculée proportionnellement à la rémunération brute de la période de référence précédente. Le calcul de cette proportion se fait en fonction de la partie expirée de la période de référence actuelle par rapport à la période de référence suivante.

Les salaires de référence ainsi que le taux de cotisation à appliquer sont communiqués pour chaque ouvrier/ouvrière tous les ans, à une date convenue, par l'Organisateur à l'organisme de pension.

Art. 8. Les affiliés qui continuent de travailler malgré le fait qu'ils remplissent toutes les conditions pour le régime sectoriel RCC, ont droit à un versement complémentaire. A partir du versement de la prime de décembre 2013, le versement complémentaire est de 95 euros par mois complet presté au cours de la période de référence après avoir rempli les conditions, dans la mesure où cette période est couverte par une CCT sectorielle en matière de RCC.

Le montant mensuel sera proportionné dans les cas suivants :

- en cas de travail à mi-temps ou de réduction de carrière à temps partiel ;
- en cas de sortie de service ou de mois prestés non complets.

Les jours suivants sont assimilés :

- les jours de vacances annuelles : maximum 20 jours par an (sur la base de 5j/semaine) ;
- les jours d'incapacité de travail en raison d'une maladie ou d'un accident, d'un accident de travail ou de chômage temporaire pour raisons économiques : maximum 30 jours cumulés par an.

Les prestations réalisées uniquement dans le cadre de la prestation d'un préavis n'entrent cependant pas en ligne de compte.

Ce complément est versé annuellement le 1^{er} décembre sur les contrats d'allocation individuels, au même moment que la cotisation de base visée à l'art. 7 et que les éventuelles prestations de solidarités visées à l'art. 9

La méthode de calcul et les conditions d'octroi sont identiques aux conditions décrites ci-dessus dans le présent article.

Chapitre VI – Engagement de solidarité

Art. 9. Conformément à l'art. 43 de la LPC, un volet solidarité est prévu en annexe à l'engagement de pension complémentaire.

Des prestations de solidarité mentionnées à l'article 1 de l'AR du 14 novembre 2003 (Moniteur belge 14 novembre 2003, 2^e éd.) sont retenus :

- un engagement de solidarité pour le chômage temporaire pour des raisons économiques ou techniques ou pour force majeure ;
- un engagement de solidarité pour incapacité de travail primaire ;
- une allocation en cas de décès d'un affilié au cours de sa carrière professionnelle.

Art. 10. Le volet solidarité est décrit plus amplement dans le « règlement de solidarité » joint en annexe 2 à la présente CCT et qui en fait partie intégrante.

Le règlement de solidarité est mis à disposition des affiliés sur simple demande.

Art. 11. La gestion des engagements de solidarité est confiée à une a.s.b.l. « Fonds de solidarité » créée à cette fin par l'organisateur.

Les bénéficiaires de l'a.s.b.l. consistent en des versements trimestriels par l'organisateur.

L'organisme de solidarité élaborera tous les ans un rapport de transparence au profit de l'organisateur, qui le mettra à disposition des affiliés sur simple demande de leur part. Le rapport de transparence contient tous les éléments tels que prescrits par la LPC.

Chapitre VII – Financement

Art. 12

L'engagement de pension est financé par des contributions patronales, qui sont comprises dans les cotisations payées par les employeurs en exécution de la CCT du 15 juin 2011 (n° d'enreg. 107031) relative à la fixation de la cotisation en vue du financement du Fonds de Sécurité d'Existence.

L'organisateur verse tous les mois les avances nécessaires dans un fonds de financement. Les actifs du fonds de financement, des réserves libres et des contrats individuels sont gérés par l'organisme de pension dans le cadre d'un fonds cantonné. Les modalités de financement font l'objet d'un contrat de financement conclu entre l'organisateur et l'organisme de pension.

Les cotisations sociales patronales (8,86 %) sont déclarées et payées par l'organisateur.

Chapitre VIII – Gestion et désignation de l'organisme de pension

Art. 13. L'organisateur confie la gestion à ALLIANZ SA, dont le siège social se situe à Bruxelles, et qui est dûment agréée par l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA).

Au sein de la structure juridique de l'organisme de pension, l'organisateur peut cependant choisir de confier un ou plusieurs sous-aspects de la gestion à des tiers.

Art. 14. Les règles régissant la gestion du régime de pension sectoriel sont fixées dans un règlement d'assurance-groupe.

Le règlement d'assurance-groupe est compris dans l'annexe 1 de la présente CCT et en fait partie intégrante. L'organisme de pension transmettra le règlement d'assurance-groupe à chaque affilié.

Art. 15. Comme décrit à l'art. 41, §2 de la LPC, un comité de surveillance est créé. Ce comité est composé de représentants des travailleurs d'une part et de représentants des employeurs d'autre part.

Le comité de surveillance contrôle la gestion des engagements de pension par l'organisme de pension et se voit transmettre annuellement par l'organisme de pension ce qu'on appelle un « rapport de transparence ». Il le met ensuite à disposition de l'organisateur. Ce dernier peut mettre le rapport à disposition de chaque affilié qui en fait la demande.

Art. 16. Le rapport de transparence est élaboré par l'organisme de pension ou, le cas échéant, par un tiers à qui un sous-aspect de la gestion a été confié. Il donne un aperçu fidèle des activités réalisées et des décisions prises au cours de l'exercice comptable, comme prescrit par la LPC.

Art. 17. A la demande d'au moins 10 % des employeurs ou des travailleurs visés à l'art. 1, le Conseil des Pensions Complémentaires peut analyser le rendement du régime de pension. S'il est estimé que ce rendement est insuffisant, le conseil recommandera à l'organisateur de changer d'organisme de pension ou d'en confier la totalité ou une partie de la gestion à un (ou plusieurs) autre(s) gestionnaire(s).

Chapitre IX – Opting-out

Art. 18. L'opting-out par des employeurs qui ont déjà pourvu ou qui pourvoiront des régimes semblables conformément à la présente CCT, est exclu, sauf en cas d'accord explicite par le conseil de gestion de l'organisateur.

Chapitre X – Paiement de l'avantage de la pension complémentaire

Art. 19. Le règlement d'assurance-groupe fixe les modalités et les procédures de paiement de l'avantage de la pension.

Un avantage de la pension complémentaire peut, tant pour les hommes que pour les femmes, au plus tôt être octroyé à partir du premier jour du mois suivant le 65 anniversaire.

Les droits de l'affilié qui quitte le secteur avant l'expiration des contrats (sortie de service), sont décrits dans le règlement d'assurance-groupe. La sortie de service correspond à la rupture du contrat de travail entre l'affilié et son employeur actuel autre qu'en raison du décès ou de l'expiration du contrat, pour autant que l'affilié n'ait pas conclu d'autre contrat de travail avec un autre employeur également soumis à cet engagement de pension, au cours du troisième trimestre suivant le trimestre de fin du premier contrat de travail. La date de sortie de service est le premier jour du quatrième trimestre suivant le trimestre de fin du contrat de travail.

Chapitre XI – Date d’entrée en vigueur

Art. 20. La présente convention collective de travail entre en vigueur au 1^{er} décembre 2013, sous réserve qu’elle soit rendue obligatoire par arrêté royal.

Elle est conclue pour une durée indéterminée. Chaque partie peut mettre fin à la convention par le biais d’un courrier recommandé adressé au président de la commission paritaire moyennant le respect d’un délai de préavis de six mois qui se termine au plus tôt à la fin de l’exercice comptable.

Conformément à l’article 10, §1, 3° de la LPC, les parties doivent prendre une décision relative à l’éventuelle abrogation du régime de pension. Conformément à l’article 10, §1, 3° de la LPC, cette décision est uniquement valable si elle reçoit le soutien de 80 % des voix de tous les membres effectifs ou suppléants de la Commission paritaire de l’ameublement et de l’industrie transformatrice du bois qui représentent les employeurs et 80 % des voix de tous les membres effectifs ou suppléants qui représentent les travailleurs.

Cette décision doit précéder la résiliation de la présente CCT.

Annexe 1 Règlement d'assurance de groupe

ASSURANCE DE GROUPE

SOMMAIRE

CHAPITRE I - CONDITIONS PARTICULIERES

Article 1 - AFFILIATION

- 1.1. Conditions d'affiliation
- 1.2. Formalités médicales lors de l'affiliation

Article 2 - PRESTATIONS ET FINANCEMENT

- 2.1. Objet de l'assurance de groupe
- 2.2. Définition des concepts de base
- 2.3. Financement des prestations
- 2.4. Prestations en cas de décès de l'affilié avant le terme des contrats
- 2.5. Prestations en cas de vie de l'affilié au terme des contrats
- 2.6. Participation bénéficiaire
- 2.7. Modalités de paiement des primes
- 2.8. Fonds de financement et réserve libre
- 2.9. La taxe annuelle sur les primes d'assurance

CHAPITRE II - CONDITIONS GENERALES

Article 3 - COMPETENCE DE DECISION ET GESTION PARITAIRE

- 3.1. Instauration et modification d'un régime de pension sectoriel
- 3.2. Gestion paritaire

Article 4 - TARIFS

Article 5 - MISE A JOUR DES CONTRATS

- 5.1. Mise à jour annuelle
- 5.2. Information aux affiliés
- 5.3. Modifications de l'assurance de groupe

Article 6 - SERVICE DES PRESTATIONS

- 6.1. En cas de vie de l'affilié au terme des contrats
- 6.2. En cas de décès de l'affilié avant le terme des contrats
- 6.3. Liquidation des contrats sous forme de rente

Article 7 - DROITS DES AFFILIES

- 7.1. Garantie de rendement minimum - Réserves acquises
- 7.2. Droits de l'affilié qui quitte le secteur avant le terme des contrats

Article 8 - CESSATION DES VERSEMENTS

8.1. Mise en demeure de l'Organisateur et information aux affiliés

8.2. Conséquences de la cessation des versements à l'assurance de groupe ou de sa résiliation 8.3. Transfert des valeurs de rachat

Article 9 - DISPOSITIONS DIVERSES

9.1. Taxe annuelle

9.2. Notifications

9.3. Incontestabilité

9.4. Loi applicable - Juridiction

Protection de la vie privée et droits des personnes enregistrées Avertissement

Contrôle des assurances

Définitions

CONDITIONS PARTICULIERES

CHAPITRE I

CONDITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 1 - AFFILIATION

Article 1.1. - CONDITIONS D'AFFILIATION

Tous les travailleurs appartenant à la catégorie de personnel mentionnée dans la CCT, en service dans une entreprise dans laquelle le régime de pension est d'application, sont repris dans l'engagement de pension dès l'entrée en service ou l'accès à la catégorie de personnel concernée.

L'affiliation est effective le premier jour du mois où les conditions d'affiliation sont remplies.

Article 1.2. - FORMALITES MEDICALES LORS DE L'AFFILIATION

L'affiliation n'est pas soumise à des formalités médicales.

ARTICLE 2 - PRESTATIONS ET FINANCEMENT

Article 2.1. - OBJET DE L'ASSURANCE DE GROUPE

L'objet du présent règlement est d'assurer, moyennant le versement de primes (art. 2.3.), des couvertures vie et décès, c'est-à-dire :

- le paiement d'un capital en cas de vie de l'affilié au terme des contrats ;
- le paiement d'un capital en cas de décès de l'affilié avant le terme des contrats.

Article 2.2. - DEFINITION DES CONCEPTS DE BASE

2.2.1. Terme des contrats

Le terme des contrats est fixé au premier jour du mois qui suit la date du 65^e anniversaire de l'affilié.

En cas de continuation de la carrière professionnelle après le terme (65 ans) des contrats, le terme des contrats vie et décès est renouvelé chaque fois pour une durée d'un an.

2.2.2. Rémunérations

La rémunération de référence prise en considération pour déterminer les primes est calculée pour la période du 1^{er} juillet jusqu'au 30 juin (période de référence) sur la base du salaire comme défini dans la CCT.

Cette rémunération est communiquée chaque année par l'organisateur en novembre ou décembre, suivant la période de référence.

2.2.3. Echéance principale

Les prestations sont redéterminées annuellement le premier décembre, et ce pour la première fois le 1^{er} décembre 2009.

2.2.4. Calcul final en cas de sortie de service, décès ou mise à la retraite

En cas de sortie de service d'un affilié, ou en cas de décès ou de mise à la retraite, le contrat sera adapté le jour de la sortie de service, du décès ou au terme sur la base des règles déterminées dans la CCT.

Article 2.3. - FINANCEMENT DES PRESTATIONS

Les primes sont payables jusqu'au terme des contrats ou jusqu'au décès de l'affilié s'il se produit avant cette date.

2.3.1. Montant de la prime annuelle à charge de l'Organisateur (contribution de l'Organisateur)

La contribution à charge de l'Organisateur est calculée par l'Organisateur et est égale au montant payable en exécution de la CCT sectorielle fixant les contributions de l'Organisateur pour le régime sectoriel de pension complémentaire social comme en vigueur respectivement à chaque moment.

2.3.2. Cotisations à l'engagement de solidarité

Conformément au règlement de solidarité, des cotisations seront versées pour financer l'engagement de solidarité. A l'instar des contributions de l'Organisateur, ces cotisations sont versées sur le compte individuel pour chaque affilié, à savoir les contrats d'allocation.

Article 2.4. - PRESTATIONS EN CAS DE DECES DE L'AFFILIE AVANT LE TERME DES CONTRATS

L'assurance de groupe garantit, au profit des bénéficiaires, le versement d'un capital-décès dont le montant est déterminé en fonction du remboursement de la réserve mathématique, du contrat de base et du contrat de participation aux bénéfices "**Capitaux différés avec contre-assurance de la réserve mathématique**", constituée le premier jour du mois du décès de l'affilié.

Article 2.5. - PRESTATIONS EN CAS DE VIE DE L'AFFILIE AU TERME DES CONTRATS

Les contrats de "**Capitaux différés avec contre-assurance de la réserve mathématique**", garantissent le paiement d'un capital si l'affilié est en vie au terme des contrats.

Si l'affilié décède avant le terme des contrats, la réserve mathématique constituée au moment du décès est remboursée aux bénéficiaires désignés.

Article 2.6. - PARTICIPATION BENEFICIAIRE

Les contrats établis en exécution du présent règlement ainsi que le fonds de financement et la réserve libre participent aux bénéfices obtenus par le fonds cantonné CP 126. Le fonctionnement et la politique d'investissement du fonds cantonné sont décrits dans une convention séparée.

Les prestations des contrats individuels sont augmentées des bénéfices dans le fonds cantonné CP 126 accordé par l'Entreprise d'assurance pour la partie qui, suivant la décision du comité de surveillance, n'est pas attribuée à la réserve libre, conformément aux dispositions légales (Art. 4-8,1^{er} alinéa AR LPC 12/01/2007).

Article 2.7. - MODALITES DU PAIEMENT DES PRIMES

Les contributions de l'Organisateur et les cotisations au volet solidarité sont affectées individuellement tous les ans au 1^{er} décembre suivant la période de référence à des contrats individuellement distincts appelés contrats allocation. Ces contributions et cotisations sont payées en prélevant des montants dans le fonds de financement. Les primes affectées au financement des prestations sont affectées annuellement comme primes périodiques aux contrats.

Un bordereau mentionnant les contributions et les cotisations est établi annuellement par l'Entreprise d'assurance et envoyé à l'Organisateur.

Article 2.8. - FONDS DE FINANCEMENT ET RESERVE LIBRE

Un fonds de financement et une réserve libre sont créés dans le cadre de l'assurance de groupe. Ceux-ci sont gérés par l'Entreprise d'assurance.

2.8.1. Financement du fonds de financement

Le fonds sera financé par les montants suivants

1. Les avances mensuelles reçues par l'Organisateur.
2. Les contributions versées à partir de l'engagement de solidarité conformément au règlement de solidarité.
3. Le rendement financier généré par le fonds de financement lui-même.
4. Autres :
 - Les capitaux en cas de décès visés au point 6.2.1.6. des conditions générales et les valeurs de rachat des contrats d'allocation dans le cas où l'affilié n'en a pas la propriété (article 7.1.2.) sont versés au fonds de financement.
 - Le fonds de financement reçoit les versements des montants dont question à l'article 5.1.2., dernier paragraphe.

2.8.2. Financement de la réserve libre

La réserve libre est financée par les montants suivants :

1. La partie du rendement financier généré par les contrats individuels affectée à la réserve libre suivant la décision du comité de surveillance.
2. Le rendement financier généré par la réserve libre elle-même.

2.8.3. Destination du fonds de financement

Des prélèvements peuvent être effectués dans le fonds de financement :

- pour les affecter aux contrats – primes annuelles suivant les modalités du point 2.7. ; - pour apurer les insuffisances telles que décrites à l'article 7.1.1., dernier paragraphe ;
- pour les affecter aux contrats d'allocation pour autant que la réserve minimale mentionnée à l'article 5.1.2. ne soit pas entamée ;
- pour les affecter aux contrats d'allocation en cas de cessation de paiement de la prime en application des dispositions de l'article 8.1.

2.8.4. Destination de la réserve libre

Les réserves libres peuvent être affectées sur la base de la décision du comité de surveillance pour des versements complémentaires aux contrats d'allocation individuels en plus des contributions et des cotisations prévues à l'article 2.3. et avec respect de toutes dispositions légales.

2.8.5. Liquidation du fonds de financement et de la réserve libre

Les actifs du fonds de financement et la réserve libre ne peuvent pas réintégrer le patrimoine de l'Organisateur et doivent rester affectés au financement de l'engagement de pension.

En cas d'abrogation définitive de l'assurance de groupe, en cas de disparition de l'Organisateur, quelle que soit la raison et sans reprise des obligations par un tiers, les actifs qui ne sont plus nécessaires à la gestion de l'engagement de pension sont attribués aux affiliés proportionnellement à leurs réserves acquises, majorées le cas échéant à concurrence du montant garanti en application de l'article 24 de la loi.

Le montant qui correspond aux réserves acquises est versé sur les contrats individuels des affiliés. Les actifs qui ne sont plus nécessaires pour la gestion de l'engagement de pension correspondent au solde du fonds de financement et de la réserve libre qui reste après apurement des insuffisances décrites dans le dernier paragraphe de l'article 7.1.1. aux contrats individuels des affiliés.

Par dérogation au paragraphe précédent, ces actifs peuvent être par convention collective de travail affectés en tout ou en partie à une autre destination sociale.

Article 29 - LA TAXE ANNUELLE SUR LES PRIMES D'ASSURANCE

Par dérogation à l'article 9.1., il n'y a pas de taxe pour autant que cet engagement de pension concerne un régime de pension sectoriel répondant aux conditions énumérées dans l'article 10§1 de la LPC.

CONDITIONS GENERALES

CHAPITRE II CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 3 – COMPETENCE DE DECISION ET GESTION PARITAIRE

Article 3.1. INSTAURATION ET MODIFICATION D'UN REGIME DE PENSION SECTORIEL

Le régime de pension sectoriel est instauré par convention collective de travail. La CCT fixe le règlement de pension et contient les règles relatives à la gestion du régime de pension et au choix de l'organisme de pension.

Le régime de pension entre en vigueur à la date fixée dans la convention collective de travail et au plus tard un an après la date de sa conclusion.

Les modifications à l'engagement de pension ainsi que les changements d'organisme de pension doivent se faire par convention collective de travail.

Article 3.2. GESTION PARITAIRE

Un comité de surveillance est créé. Celui-ci est composé de façon paritaire suivant les règles déterminées à l'article 41 § 1, deuxième et troisième alinéa de la LPC.

Le comité de surveillance veille à l'exécution de l'engagement de pension et est mis en possession de la déclaration relative aux principes d'investissement visés à l'article 41bis de la LPC ainsi que du rapport de transparence visé à l'article 42, § 1 de la LPC avant la communication aux organisateurs. La déclaration concernant les principes d'investissement ainsi que le rapport de transparence sont établis par l'Entreprise d'assurance et transmis au comité de surveillance.

ARTICLE 4 – TARIFS

Les tarifs utilisés sont basés sur les fondements techniques déposés par l'Entreprise d'assurance, conformément aux arrêtés d'exécution de la loi du 9 juillet 1975.

Si les fondements techniques sont modifiés, les nouveaux tarifs qui en résultent sont applicables à toute augmentation des prestations assurées et à toute nouvelle affiliation dont la prise d'effet est postérieure à l'application du nouveau tarif.

ARTICLE 5 - MISE A JOUR DES CONTRATS

Article 5.1. - MISE A JOUR ANNUELLE

5.1.1. Calcul annuel des primes et des prestations

Les primes et les prestations sont calculées lors de l'affiliation.

Elles sont déterminées à nouveau tous les ans à l'échéance principale de l'assurance de groupe.

A cet effet, l'Entreprise d'assurance transmet à l'Organisateur la liste des membres de son personnel affiliés à l'assurance de groupe.

L'organisateur renvoie cette liste complétée des nouvelles rémunérations et des données nécessaires pour calculer les primes.

5.1.2. Calcul annuel de l'insuffisance de financement

Le montant des insuffisances des réserves des contrats individuels dont question à l'article 7.1. est calculé annuellement par l'Entreprise d'assurance.

L'Organisateur a l'obligation légale de financer ces insuffisances de manière collective. Par conséquent, les réserves du fonds de financement doivent, durant l'année qui suit la mise à jour annuelle, être au moins égales au montant des insuffisances comme mentionné ci-avant.

Cette réserve minimale qui doit figurer dans le fonds de financement peut uniquement être diminuée durant l'année d'assurance par les montants prélevés du fonds de financement en application de l'article 7.1.1., dernier paragraphe.

S'il s'avère, lors de la mise à jour annuelle, que les réserves du fonds de financement sont inférieures à la réserve

minimale exigée, l'Organisateur apurera immédiatement la somme manquante, à la demande de l'Entreprise d'assurance.

Article 52. - INFORMATION AUX AFFILIES

Sur simple demande, l'affilié peut obtenir auprès de son Organisateur le texte du règlement ainsi que le rapport de transparence que l'Entreprise d'assurance met tous les ans à la disposition de celui-ci.

L'Entreprise d'assurance délivre annuellement à l'Organisateur une fiche de pension individuelle pour l'affilié. Cette fiche contient les données décrites à l'article 26 § 1 et § 3 de la LPC.

L'Organisateur se charge de la remise des fiches individuelles de pension aux affiliés actifs.

L'affilié peut obtenir sur simple demande un aperçu historique des données mentionnées à l'article 26 § 1 1° et 2°.

Article 53. - MODIFICATIONS DE L'ASSURANCE DE GROUPE

L'Organisateur se réserve le droit de diminuer et même de supprimer sa participation dans la présente assurance si les circonstances économiques et/ou sociales l'y obligeaient ou en cas de modification sensible de la sécurité sociale.

Chaque modification de l'assurance de groupe doit se faire par convention collective de travail.

En cas de cessation de l'assurance de groupe, l'Organisateur est tenu d'apurer les éventuelles insuffisances des réserves des contrats d'allocation individuels, constatées en application de l'article 7.1.1., dernier paragraphe.

ARTICLE 6 - SERVICE DES PRESTATIONS

Article 6.1. - EN CAS DE VIE DE L'AFFILIE AU TERME DES CONTRATS

En cas de vie de l'affilié au terme des contrats, c'est ce dernier qui bénéficie des prestations. Les prestations sont servies en capital.

Toutefois, l'affilié peut demander la liquidation sous forme de rente viagère en sa faveur et, s'il y a lieu, au profit de son conjoint ou de son cohabitant légal lorsque celui-ci lui survit. Cette liquidation s'effectue suivant les modalités prévues à l'article 6.3..

Le taux de conversion du capital en rente est celui en vigueur lors de la liquidation des contrats.

Article 6.2. - EN CAS DE DECES DE L'AFFILIE AVANT LE TERME DES CONTRATS

6.2.1. Bénéficiaires

En cas de décès de l'affilié avant le terme des contrats, les bénéficiaires de toutes les prestations sont, dans l'ordre préférentiel :

1. le conjoint non séparé de corps judiciairement ou le cohabitant légal ;
2. les enfants dont la filiation est établie et les enfants adoptifs. En cas de prédécès de ceux-ci, leurs descendants pour la part qu'aurait eue le bénéficiaire prédécédé ;
3. le père et la mère de l'affilié, chacun d'eux pour la moitié. En cas de prédécès de l'un d'eux, la totalité des montants assurés revient au survivant ;
4. les bénéficiaires désignés par l'affilié par avenant ;
5. les héritiers légaux, à titre personnel, à l'exclusion de l'Etat ;
6. le fonds de financement.

A la demande de l'affilié, des dérogations à cette dévolution bénéficiaire sont possibles et sont signées par l'affilié et l'Entreprise d'assurance.

Toutefois, si la dérogation a pour objet d'écarter le conjoint non séparé de corps judiciairement ou les enfants, l'accord du conjoint doit être demandé par application de la loi du 14 juillet 1976 relative aux droits et devoirs respectifs des époux et aux régimes matrimoniaux.

Les prestations sont, au choix des bénéficiaires, versées sous forme de capital ou liquidées sous forme de rentes viagères.

La conversion du capital en rente s'opère conformément aux modalités définies à l'article 6.3.

Cependant, si un bénéficiaire est un enfant mineur, la part lui revenant est liquidée obligatoirement sous forme de rentes temporaires ayant pour terme le 1 8^e anniversaire du bénéficiaire.

Si les conjoints ou les cohabitants légaux décèdent dans un même événement, sans qu'on puisse déterminer l'ordre des décès, l'affilié est supposé avoir survécu au conjoint ou au cohabitant légal et avoir opté pour la liquidation sous forme de capital.

6.2.2. Formalités administratives

Les sommes dues par l'Entreprise d'assurance sont payées aux bénéficiaires après remise des documents suivants :

- 1) un extrait de l'acte de décès de l'affilié mentionnant sa date de naissance ;
- 2) un certificat médical indiquant la cause du décès ;
- 3) lorsque les bénéficiaires n'ont pas été désignés nommément, un acte de notoriété établissant leurs droits.

Article 6.3. - LIQUIDATION DES CONTRATS SOUS FORME DE RENTE

Les prestations prévues par le présent règlement peuvent, à la demande des bénéficiaires, être liquidées sous forme de rente pour autant que le montant annuel de cette rente soit supérieur à € 500,00. Cette dernière limite ne vaut pas si le bénéficiaire est un enfant mineur.

Le montant de € 500,00 est indexé selon les dispositions prévues dans la LPC.

L'Organisateur informe les affiliés de ce droit deux mois avant la date de fin des contrats.

En cas de décès de l'affilié avant la date de fin des contrats, l'Organisateur informe les bénéficiaires dans les deux semaines qui suivent la prise de connaissance du décès.

Le coefficient de conversion du capital en rente est celui applicable au moment de la liquidation des contrats compte tenu du tarif en vigueur au sein de l'Entreprise d'assurance à ce moment. Si le tarif appliqué par l'Entreprise d'assurance lors de la conversion donne lieu à une rente inférieure à la rente qui résulterait de l'application du tarif de base imposé par les arrêtés d'exécution de la LPC, l'Organisateur a l'obligation légale de financer cette différence par le biais du versement d'une prime unique.

Le montant des rentes servies sur la base d'un capital déterminé dépend de l'âge du bénéficiaire au moment de la prise de cours des rentes et est différent selon qu'il s'agit d'un bénéficiaire du sexe masculin ou du sexe féminin.

Les rentes prennent cours le premier jour du mois de l'événement qui entraîne la liquidation des prestations assurées.

Elles sont payables mensuellement et à terme échu, pour la dernière fois à l'échéance mensuelle précédant le décès du rentier ou au terme fixé s'il s'agit de rentes temporaires.

Si la rente a été constituée également sur la tête du conjoint ou du cohabitant légal et pour autant que celui-ci survive au rentier, les premiers arrérages de la rente qui lui reviennent sont versés à l'échéance suivant le décès de l'affilié.

Si les prestations sont liquidées sous forme de rente, le coefficient de réversibilité ne peut pas dépasser 80 %.

ARTICLE 7 - DROITS DES AFFILIES

Article 7.1. GARANTIE DE RENDEMENT MINIMUM – RESERVES ACQUISES

7.1.1. Détermination du rendement minimum

Les rendements minimums prévus à l'article 24 de la LPC sont mentionnés annuellement par l'Entreprise d'assurance sur la fiche de pension.

L'Organisateur a l'obligation légale de garantir ces rendements minimums à l'affilié.

Lors du calcul annuel, les éventuelles insuffisances de réserves des contrats d'allocation seront apurées collectivement par l'Organisateur au moyen d'un versement au fonds de financement.

L'Organisateur autorise l'Entreprise d'assurance à utiliser les sommes du fonds de financement pour l'apurement des insuffisances constatées lors de la sortie d'un affilié suivie d'un transfert de réserves ou d'un rachat, lors de la liquidation des contrats ou lors de l'abrogation de l'assurance de groupe.

7.1.2. Propriété des contrats/droits

Les prestations constituées par les contributions et les cotisations de l'Organisateur et les participations bénéficiaires y afférentes sont acquises par l'affilié sauf pendant la première année d'affiliation.

Article 7.2. – DROITS DE L’AFFILIE QUI QUITTE LE SECTEUR AVANT LE TERME DES CONTRATS

7.2.1. Sortie du secteur

La sortie de service correspond à la cessation du contrat de travail entre l' affilié et son employeur actuel autre qu'en raison d'un décès ou de l'expiration du contrat, pour autant que l' affilié n'ait pas conclu d'autre contrat de travail avec un autre employeur également soumis à cet engagement de pension, au cours du troisième trimestre suivant le trimestre de fin du premier contrat de travail. Par conséquent, la date de sortie de service est le premier jour du quatrième trimestre suivant le trimestre de fin du contrat de travail.

7.2.2. Procédure

A la sortie du secteur, l'Organisateur dispose d'un an pour en aviser l'Entreprise d'assurance. Dans les 30 jours qui suivent l'avis, l'Entreprise d'assurance communique à l'Organisateur les prestations acquises et les réserves qui y correspondent. Ce dernier en avise immédiatement l' affilié.

L' affilié doit communiquer à l'Organisateur l'affectation des réserves acquises dans les 30 jours qui suivent la communication de celui-ci. L'Organisateur transmet la décision de l' affilié dans les 15 jours à l'Entreprise d'assurance.

Si l' affilié ne fait pas connaître de choix dans le délai mentionné ci-dessus, ses contrats seront réduits.

7.2.3. Possibilités offertes à l' affilié

Choix possibles pour l' affilié

Lorsque l' affilié quitte le service du Secteur avant le terme des contrats, il a les possibilités suivantes, à condition d'informer par écrit l'Entreprise d'assurance de sa décision :

- soit obtenir la réduction des contrats dans la combinaison d'assurance existante.
Réduire un contrat ou le mettre en valeur de réduction signifie que l'Entreprise d'assurance prend acte que le paiement des primes cesse pour ce contrat. Par conséquent, le capital contractuel au terme est réduit jusqu'à la valeur de réduction. La valeur de réduction correspond au montant de la réserve constituée au moment de la mise en réduction, capitalisé au taux d'intérêt technique d'application sur cette réserve.
- soit transférer les réserves mathématiques vers un autre Organisme de pension dans les possibilités offertes par la LPC. L'Entreprise d'assurance n'imputera aucun frais lors de ce transfert.
- soit transférer les réserves dans la structure d'accueil de l'Entreprise d'assurance actuelle et les affecter à une autre combinaison d'assurance avec paiement éventuel d'une prime complémentaire sur une base individuelle.

Structure d'accueil

Si l' affilié opte pour le transfert de ses réserves vers la structure d'accueil, ses réserves sont affectées à un contrat individuel qui est soumis au règlement et à la structure tarifaire propre à cette structure d'accueil.

Les réserves sont affectées à la combinaison d'assurance "Capitaux différés avec contre-assurance de la réserve mathématique".

L' affilié peut choisir d'ajouter une garantie décès.

L'Entreprise d'assurance peut soumettre l'acceptation de la garantie décès au résultat de formalités médicales reconnu favorable par l'Entreprise d'assurance. Les frais de ces formalités médicales sont pris en charge par l'Entreprise d'assurance.

Transfert des réserves

L'ancien travailleur peut décider à tout moment de transférer ses réserves mathématiques vers la structure d'accueil ou vers un autre organisme de pension dans les limites fixées par la LPC. L'Entreprise d'assurance n'imputera aucun frais lors de ce transfert.

ARTICLE 8 - CESSATION DES VERSEMENTS

Article 8.1. - MISE EN DEMEURE DE L'ORGANISATEUR ET INFORMATION AUX AFFILIES

En cas de cessation du paiement des contributions et/ou des cotisations de l'Organisateur, ce dernier est mis en demeure par lettre recommandée, au plus tôt 30 jours à dater de l'échéance, et copie de la mise en demeure est adressée à chacun des affiliés.

Au cas où, quelle qu'en soit la raison, ladite mise en demeure n'a pas été envoyée à l'Organisateur dans les 3 mois qui suivent l'interruption des versements, chaque affilié est, à l'expiration de ce délai, averti de la cessation du paiement des primes par simple lettre.

La procédure décrite ci-dessus n'est déclenchée qu'après prélèvement sur le fonds de financement, des contributions et/ou des cotisations de l'Organisateur.

Article 8.2. - CONSEQUENCES DE LA CESSATION DES VERSEMENTS A L'ASSURANCE DE GROUPE OU DE SA

RESILIATION

S'il est mis fin au paiement des contributions et/ou des cotisations de l'Organisateur, les contrats vie et décès sont réduits à la date d'échéance de la première prime impayée et continuent à être soumis au règlement et à participer aux bénéfices comme les autres contrats d'assurance de groupe.

La réduction des contrats s'effectue sur les fondements techniques utilisés pour le calcul de la prime. Lorsque la réduction s'accompagne de la suppression des garanties en cas de décès, les valeurs de réduction seront calculées, conformément aux dispositions de l'AR Vie, à l'aide des tables de mortalité des prestations en cas de vie.

L'affilié a toutefois la possibilité de continuer le versement des primes afférentes aux prestations en cas de vie et décès selon les modalités suivantes :

- Les primes sont affectées à un contrat personnel soumis aux conditions générales de l'assurance vie individuelle, mais bénéficiant cependant du tarif de l'assurance de groupe, à concurrence du niveau des prestations précédemment assurées dans le cadre de l'assurance de groupe.

Le contrat personnel prend effet après notification par l'Entreprise d'assurance à l'affilié.

La continuation s'effectue aux conditions de l'assurance de groupe et sans formalités médicales lorsqu'elle est demandée dans les six mois qui suivent la date de cessation de l'assurance de groupe.

Après ce délai, la continuation peut être subordonnée aux résultats favorables de formalités médicales dont l'Entreprise d'assurance prend les frais à sa charge.

- Les contrats souscrits dans le cadre de l'assurance de groupe sont réduits.

Article 8.3. - TRANSFERT DES VALEURS DE RACHAT

L'ensemble des contrats d'allocation peut être racheté dans le but de transférer les valeurs de rachat à une autre Entreprise d'assurance agréée, à un fonds de pension agréé ou à une assurance de groupe liée à des fonds d'investissement.

L'Organisateur informe les affiliés et la FSMA de la décision de transfert et de sa motivation.

Au cas où l'introduction ou la modification d'un plan doit intervenir par convention collective de travail ou par modification du règlement de travail, la décision de transfert doit être prise par convention collective de travail ou par modification du règlement de travail.

Les réserves transférées comprennent les réserves mathématiques de participation bénéficiaire. L'indemnité éventuelle ne peut en aucun cas être mise à charge des affiliés.

ARTICLE 9 - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 9.1. - TAXE ANNUELLE

La taxe annuelle sur les contrats d'assurance est payée par l'Organisateur. Cette taxe est due sur les primes ainsi que sur les versements éventuels de l'Organisateur au fonds de financement.

L'Entreprise d'assurance calcule la taxe, l'encaisse, la déclare et la transfère à l'Etat. Article 9.2. - NOTIFICATIONS

Les notifications à faire à l'Organisateur ou aux affiliés sont valablement faites à la dernière adresse de l'Organisateur communiquée à l'Entreprise d'assurance. Toute notification d'une partie à l'autre est censée être faite à la date de son dépôt à la poste.

Article 9.3. - INCONTESTABILITE

Le règlement est établi sur la base des informations fournies sincèrement et sans omission ou inexactitude par l'Organisateur et l'affilié en vue d'éclairer l'Entreprise d'assurance quant aux risques qu'elle prend en charge.

Cette dernière renonce cependant, dès la prise d'effet, à contester le contrat pour toute omission ou inexactitude faite de bonne foi.

Seule la fraude rend le règlement nul.

Article 9.4. - LOI APPLICABLE - JURIDICTION

Tout litige relatif à l'exécution de la convention entre les parties relève de la compétence des tribunaux belges.

Protection de la vie privée et droits des personnes enregistrées

Les données à caractère personnel communiquées à Allianz Belgium s.a. servent exclusivement dans le cadre des finalités suivantes : évaluation des risques assurés, gestion de la relation commerciale, gestion et exécution du contrat d'assurance et des sinistres garantis par le contrat. A ces seules fins, elles peuvent, si nécessaire, être transmises à un réassureur ou un expert.

Toute personne justifiant de son identité a le droit d'obtenir communication des données que le fichier contient à son sujet.

Pour exercer ce droit, l'intéressé adresse une demande datée et signée au service :

Protection de la Vie privée, Allianz Belgium s.a., Rue de Laeken 35 à 1000 Bruxelles.

Cette demande sera accompagnée d'une copie de la carte d'identité du demandeur et mentionnera le nom et l'adresse du médecin auquel notre médecin-conseil pourra communiquer les éventuelles données médicales.

Un montant de 3 EUR est à verser au compte 310-0140765-07 (en reprenant en communication la mention ~J4SJ~ suivie des nom et prénoms de la personne concernée).

Cette personne a par ailleurs le droit d'obtenir, sans frais, la rectification ou la suppression de ces données en cas d'inexactitude, ainsi que de s'opposer au traitement de ces données à des fins de marketing direct en le mentionnant de manière explicite à côté de sa signature sur le présent document.

En vue d'une gestion rapide du contrat et de tout dossier de sinistre, et uniquement à cet effet, l'assuré donne par la présente son consentement quant au traitement des données médicales personnelles par le Service médical.

Avertissement

Toute escroquerie ou tentative d'escroquerie envers la compagnie d'assurances entraîne non seulement la résiliation du contrat d'assurance, mais fait également l'objet de poursuites pénales sur la base de l'article 496 du Code pénal. En outre, l'intéressé sera repris dans le fichier du groupement d'intérêt économique Datassur, Square de Meeûs, 29 – 1000 Bruxelles, qui comporte tous les risques spécialement suivis par les assureurs qui y sont affiliés.

Contrôle des Assurances

Le droit belge est applicable au contrat d'assurance. Toute plainte au sujet du contrat peut être adressée

- au service Médiation Clientèle de la compagnie Allianz Belgium s.a., Rue de Laeken 35 à 1000 Bruxelles, fax : 02/214.61.71, Mediation@allianz.be, ou
- à l'Ombudsman des Assurances, Square de Meeûs 35 à 1000 Bruxelles, fax : 02/547.59.75, info@ombudsman.as, ou
- à la FSMA, Rue du Congrès, 12 – 14 à 1000 Bruxelles, fax : 02/220.58.17

sans préjudice de la possibilité pour le preneur d'assurance d'intenter une action en justice.

DEFINITIONS

RACHAT

Le rachat est l'opération par laquelle l'affilié reçoit la liquidation immédiate de ses contrats d'assurance de groupe.

VALEUR DE RACHAT

La valeur théorique de rachat diminuée de l'indemnité de rachat.

FSMA

La commission bancaire, financière et des assurances.

FONDS DE FINANCEMENT

La réserve collective constituée auprès d'une Entreprise d'assurance dans le cadre d'une assurance de groupe déterminée.

ASSURANCE DE GROUPE

Le contrat ou ensemble de contrats d'assurance vie conclus auprès d'une Entreprise d'assurance par un ou plusieurs Organismes au profit de tout ou d'une partie du personnel ou des dirigeants.

REGLEMENT D'ASSURANCE DE GROUPE

L'ensemble des dispositions contractuelles fixant les conditions de l'assurance de groupe, ainsi que les droits et obligations des affiliés et de l'Organisme, relatifs à cette assurance.

L'AR VIE

L'arrêté royal relatif à l'activité d'assurance sur la vie du 14/11/2003.

L'ORGANISATEUR

La personne morale, composée paritaire, désignée via une convention collective de travail par les organisations représentatives d'une commission ou d'une sous-commission paritaire, constituée en vertu du chapitre III de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, qui instaure un régime de pension.

VALEUR DE REDUCTION

Les prestations qui peuvent être assurées conformément aux conditions du contrat, en considérant la réserve mathématique comme une prime unique d'inventaire.

La réduction des contrats s'effectue sur les fondements techniques utilisés pour le calcul de la prime. Lorsque la réduction s'accompagne de la suppression des garanties en cas de décès, les valeurs de réduction seront calculées, conformément aux dispositions de l'AR Vie, à l'aide des tables de mortalité des prestations en cas de vie.

CONTRAT D'ALLOCATION

Dispositions contractuelles régissant, pour un affilié, la partie de l'assurance de groupe alimentée par les contributions et/ou les cotisations de l'Organisme.

LA LPC

La loi du 28/4/2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (M.B. 15.05.2003).

COHABITANTS LEGAUX

Les personnes qui vivent ensemble dans le cadre de la « cohabitation légale » telle que régie aux articles 1475 à 1479 du Code Civil.

RESERVE MATHEMATIQUE DU CONTRAT

La réserve constituée auprès de l'Entreprise d'assurance par la capitalisation des primes payées, tenant compte des sommes consommées.

Annexe 2 Règlement fixant les prestations de solidarité dans le cadre du deuxième pilier des pensions sectoriel

Art. 1. Ce règlement met en œuvre de manière concrète l'engagement de solidarité mentionné au chapitre VI de la CCT du 6 novembre 2013 remplaçant la CCT du 2 septembre 2009 (n° d'enreg. 98687), AR du 10 octobre 2010, Moniteur belge du 9 novembre 2010.

Le présent règlement doit être lu en fonction de cette CCT et du règlement d'assurance de groupe. L'organisateur le met à disposition des affiliés sur simple demande.

Art. 2. L'engagement de solidarité est géré par l'asbl « WOOD-Life solidarité », qui est elle-même gérée de manière paritaire.

Art. 3. Les prestations de solidarité citées à l'art. 9 de la CCT susmentionnée sont concrétisées comme suit :

1. un engagement de solidarité pour chômage temporaire pour des raisons économiques ou techniques ou pour force majeure. A partir du versement de la prime de décembre 2013, cet engagement s'élève à 0,74 euro par jour de chômage temporaire au cours de la période de référence du 1^{er} juillet de l'année précédente au 30 juin inclus de l'année en cours. Le nombre de jours pour lequel cet engagement est versé est limité à 130 jours par période de référence.
2. un engagement de solidarité pour incapacité de travail primaire pour cause de maladie ou d'accident de droit commun ou en raison d'un accident de travail. A partir du versement de la prime de décembre 2013, cet engagement pour une incapacité de travail primaire pour cause de maladie ou d'accident de droit commun s'élève à 0,74 euro par jour d'incapacité de travail et est limité à 287 jours par incapacité de travail. L'engagement (et le comptage des 287 jours) débute à partir du 31^e jour.

A partir du versement de la prime de décembre 2013, l'engagement pour un accident de travail s'élève à 0,74 euro par jour d'incapacité de travail en raison d'un accident de travail et est limité à 200 jours par accident de travail. L'engagement (et le comptage des 200 jours) débute à partir du 31^e jour.

Les engagements de solidarité sont octroyés conformément aux mêmes critères et modalités que ceux fixés par la CCT du 6 novembre 2013 visant à fixer le montant et les modalités d'octroi et de liquidation des avantages sociaux complémentaires par le fonds de sécurité d'existence pour l'ameublement et l'industrie transformatrice du bois aux avantages sociaux complémentaires (n° d'enregistrement encore inconnu au moment de la rédaction), plus précisément les indemnités complémentaires en cas d'incapacité de travail de longue durée et d'accidents de travail.

Conformément aux conditions décrites, le Fonds de Sécurité d'Existence de l'Ameublement et de l'Industrie transformatrice du Bois fixe le nombre de jours de chômage temporaire à l'aide des données ONSS. Le nombre de jours d'incapacité de travail primaire et d'accident de travail est déterminé sur la base des dossiers d'indemnité complémentaire payés par le Fonds de Sécurité d'Existence en cas d'incapacité de travail de longue durée et d'accidents de travail. Le Fonds communique le nombre de jours par ouvrier concerné à l'asbl « WOODLife solidarité ».

L'asbl « WOOD-Life solidarité » communique chaque année au mois de novembre à la compagnie d'assurances le nombre de jours par engagement de solidarité par ouvrier et verse le montant total correspondant aux engagements de solidarité.

La compagnie d'assurances attribue les montants versés aux contrats d'engagement individuels et se charge de les reprendre sur les fiches de pension. A partir de ce moment, les engagements de solidarité sont soumis aux mêmes règles que la prime annuelle de pension complémentaire, et ce conformément au règlement d'assurance de groupe.

3. une indemnité en cas de décès d'un affilié au cours de sa carrière professionnelle en tant qu'ouvrier auprès d'un employeur ressortissant à la commission paritaire 126. L'indemnité s'élève à 750 euros bruts et est payée aux bénéficiaires mentionnés dans le règlement de l'assurance de groupe.

Art. 4. L'asbl « WOOD-Life solidarité » est financée par des versements trimestriels fixes au départ du Fonds de Sécurité d'Existence.

Ces versements trimestriels sont fixés en fonction de la masse salariale totale déclarée et peuvent varier d'année en année.

En concertation avec le Fonds de Sécurité d'Existence, l'asbl « WOOD-Life solidarité » détermine tous les ans le montant des versements.

Art. 5. Ces versements au départ du Fonds de Sécurité d'Existence s'élèvent toujours au moins à 4,4 % du montant

total des primes annuelles individuelles, de manière à ce que l'engagement de pension sectoriel doive être considéré comme un engagement de pension social.

Par conséquent, la taxe sur les assurances à concurrence de 4,4 % n'est pas d'application.

Sectoraal aanvullend pensioen WOOD-life

Cao van 6 november 2013 tot vervanging van de cao van 2 september 2009 (reg. nummer 98687), KB van 10 oktober 2010, Belgisch Staatsblad van 9 november 2010

Hoofdstuk I – Toepassingsgebied

Artikel 1. Deze Collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de arbeiders en arbeidsters die met een arbeidsovereenkomst zijn of waren verbonden met een werkgever die ressorteert onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de Stoffering en de Houtbewerking.

Art.2. Worden uitgesloten van het toepassingsgebied van deze overeenkomst:

- de werknemers die door een werkgever die buiten België is gevestigd, in België gedetacheerd worden in de zin van de bepalingen van titel II van de verordening EEG nr.1408/71 van de Raad;
- werknemers tewerkgesteld met een studentenovereenkomst;
- werknemers tewerkgesteld met een overeenkomst voor uitzendarbeid of van terbeschikkingstelling door een andere werkgever;
- werknemers tewerkgesteld met een overeenkomst in het raam van een door de overheid gevoerd opleidings-, omscholings- of arbeidsintegratieplan.

Behoudens uitdrukkelijke wijziging van onderhavige overeenkomst, worden de periodes van tewerkstelling in één van deze statuten niet in aanmerking genomen voor de opbouw van toekomstige rechten op een aanvullend sectorpensioen.

Hoofdstuk II – Voorwerp

Art.3. Deze CAO heeft tot doel, conform artikelen 10 en 43 van de Wet van 28 april 2003 (betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, zoals gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad van 15 mei 2003, erratum Belgisch Staatsblad van 26 mei 2003 – hierna verder afgekort als de WAP), een sociaal sectoraal pensioenstelsel in te stellen en dit vanaf 1 juli 2008. De CAO is een uitvoering van de beslissing van de representatieve organisaties vertegenwoordigd in het paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking.

De pensioentoezegging is van het type “vaste bijdrage” zonder gewaarborgd rendement van de inrichter en wordt uitgevoerd onder de vorm van een groepsverzekering met een gegarandeerd rendement door de pensioeninstelling.

De rechten en verplichtingen van inrichter, pensioeninstelling en aangeslotenen worden beschreven in het reglement van groepsverzekering in bijlage aan deze CAO.

De solidariteitstoezegging en de keuze van de rechtspersoon belast met de uitvoering van deze toezegging worden verder behandeld in hoofdstuk VI van deze CAO. De regels voor beheer en financiering van deze solidariteitstoezegging en de prestaties die voortvloeien uit deze toezegging worden geregeld in het solidariteitsreglement, in bijlage aan deze CAO.

Deze CAO, het reglement van groepsverzekering en het solidariteitsreglement maken een geheel uit en moeten derhalve steeds in hun samenhang gelezen worden.

Art.4. Ondertekenende partijen vragen dat deze collectieve arbeidsovereenkomst, inclusief de bijlage, zo vlug mogelijk bij KB algemeen verbindend wordt verklaard.

Hoofdstuk III – Aanduiding van de inrichter

Art.5. Overeenkomstig art.3§1,5° van de WAP wordt het *Fonds voor Bestaanszekerheid van de Stoffering en de Houtbewerking* aangeduid als inrichter van het sectoraal pensioenstelsel.

Hoofdstuk IV – Aansluiting

Art.6.

6.1. Worden aangesloten, de arbeiders/sters die verbonden zijn met een arbeidsovereenkomst met een werkgever zoals omschreven in art.1 van deze CAO, welke ook de aard van deze arbeidsovereenkomst is (voltijds, deeltijds, van

bepaalde duur of van onbepaalde duur, bepaald werk..) en die aan de aansluitingsvoorwaarden van 6.2 voldoen.

6.2. Om aangesloten te worden aan de aanvullende pensioenregeling moet de in art. 6.1. vermelde arbeider/ster ten minste 23 jaar oud zijn en het bewijs leveren van het feit dat hij/zij op dat moment reeds minstens twee uitbetaalbare getrouwheidspremies ontving vanwege het Fonds voor Bestaanszekerheid.

Overeenkomstig artikel 13 van de WAP is de aansluiting onmiddellijk vanaf de leeftijd van 25 jaar, zonder bijkomende voorwaarden.

Met ingang van de premiestorting van december 2014 wordt de aansluitingsleeftijd verlaagd tot 21 jaar, zonder bijkomende voorwaarden.

6.3. Overeenkomstig artikel 17 van de WAP verwerft de aangeslotene de eigendom van de pensioenreserves één jaar na de aansluiting.

Hoofdstuk V – Prestaties voor de aangeslotenen

Art.7. Jaarlijks op 1 december wordt vanuit een financieringsfonds op de individuele toelagecontracten een bijdrage gestort, onverminderd de stortingen gebaseerd op solidariteitsprestaties zoals bepaald in art. 9 van deze CAO.

Deze bijdrage wordt als volgt bepaald:

- 0,6 % van het bruto loon dat de arbeider verdiende in de referteperiode van 1 juli van het voorafgaande jaar tot 30 juni van het jaar zelf, indien de arbeider minder dan 10 jaar anciënniteit heeft.
- 1 % van het bruto loon dat de arbeider verdiende in de referteperiode van 1 juli van het voorafgaande jaar tot 30 juni van het jaar zelf, indien de arbeider minstens 10 jaar anciënniteit heeft.

Met ingang van de premiestorting van december 2013 worden de bijdragen als volgt opgetrokken:

- 0,69 % van het bruto loon dat de arbeider verdiende in de referteperiode van 1 juli van het voorafgaande jaar tot 30 juni van het jaar zelf, indien de arbeider minder dan 10 jaar anciënniteit heeft.
- 1,15 % van het bruto loon dat de arbeider verdiende in de referteperiode van 1 juli van het voorafgaande jaar tot 30 juni van het jaar zelf, indien de arbeider minstens 10 jaar anciënniteit heeft.

De hier bedoelde anciënniteit wordt vastgesteld aan de hand van het aantal door de arbeider verworven uitbetaalbare sectorale getrouwheidspremies, met betrekking tot de beschouwde en vorige referteperiodes.

Het bruto loon waarop de bijdrage wordt berekend is het loon zoals vermeld op de getrouwheidspremie met betrekking tot dezelfde referteperiode.

Voor de aangeslotenen die overlijden of de einddatum bereiken van het contract, wordt de laatste bijdrage berekend op basis van een pro rata van het brutoloon van de vorige referteperiode. De berekening van de pro rata gebeurt in functie van het verlopen gedeelte van de actuele referteperiode ten opzichte van de volledige referteperiode.

De refertelonen alsmede de toe te passen bijdragevoet worden jaarlijks, op de overeengekomen datum, voor elke arbeider/ster door de Inrichter medegedeeld aan de pensioeninstelling.

Art. 8. De aangeslotenen die aan het werk blijven hoewel zij voldoen aan alle voorwaarden van een sectoraal stelsel SWT, hebben recht op een bijkomende storting. De bijkomende storting bedraagt met ingang van de premiestorting van december 2013 95 euro per volledige maand die in de referteperiode werd gepresteerd na het vervullen van de genoemde voorwaarden, in de mate deze periode gedekt is door een sectorale CAO inzake SWT.

Het maandbedrag zal worden geproratiseerd in de volgende gevallen:

- bij deeltijds werk of deeltijdse loopbaanvermindering
- bij uitdiensttreding of onvolledig gepresteerde maanden.

De volgende dagen worden gelijkgesteld:

- de dagen jaarlijkse vakantie: maximum 20 dagen per jaar (op basis van 5d/week)
- de dagen arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of ongeval, arbeidsongeval of tijdelijke werkloosheid om economische reden: gecumuleerd maximum van 30 dagen per jaar.

Prestaties die uitsluitend zijn geleverd met het oog op het uitvoeren van de opzeggingstermijn komen evenwel niet in aanmerking.

Deze bijkomende storting wordt jaarlijks op 1 december op de individuele toelagecontracten gestort, samen met de

basisbijdrage bedoeld in art. 7 en de eventuele solidariteitsprestaties bedoeld in art. 9.

De berekeningwijze en toekenningvoorwaarden zijn identiek aan deze die hierboven beschreven zijn onder dit artikel.

Hoofdstuk VI – Solidariteitstoezegging

Art. 9. In overeenstemming met art. 43 van de WAP wordt een solidariteitsluik voorzien als aanhangsel bij de aanvullende pensioentoezegging.

Uit de solidariteitsprestaties opgesomd in artikel 1 van het KB van 14 november 2003 (Belgisch Staatsblad van 14 november 2003, 2^e ed.) worden weerhouden:

- een solidariteitstoezegging voor tijdelijke werkloosheid omwille van economische redenen, technische redenen of overmacht
- een solidariteitstoezegging voor primaire arbeidsongeschiktheid
- een uitkering bij overlijden van een aangeslotene gedurende diens beroepsloopbaan.

Art. 10. Het solidariteitsluik wordt nader omschreven in het “solidariteitsreglement” dat als bijlage 2 bij deze CAO wordt gevoegd en er integraal deel van uitmaakt.

Het solidariteitsreglement wordt op eenvoudig verzoek ter beschikking gesteld van de aangeslotenen.

Art. 11. Het beheer van de solidariteitstoezeggingen wordt toevertrouwd aan een vzw ‘Solidariteitsfonds’, met dit doel opgericht door de inrichter.

De inkomsten van de vzw bestaan uit vaste kwartaalstortingen door de inrichter.

De solidariteitsinstelling zal jaarlijks een transparantieverslag opstellen ten behoeve van de inrichter die het, op eenvoudig verzoek van de aangeslotenen, aan deze laatsten kan ter beschikking stellen. Het transparantieverslag bevat alle elementen zoals door de WAP voorgeschreven.

Hoofdstuk VII – Financiering

Art. 12. De pensioentoezegging wordt gefinancierd met werkgeversbijdragen, die vervat zitten in de bijdrage die de werkgevers betalen in uitvoering van de sectorale CAO van 15 juni 2011 (reg. nummer 107031) tot vaststelling van de bijdrage ter financiering van het Fonds voor Bestaanszekerheid.

De inrichter stort maandelijks de nodige voorschotten in een financieringsfonds. De activa van het financieringsfonds, van de vrije reserve en van de individuele contracten worden door de pensioeninstelling beheerd in een gekantonneerd fonds. De modaliteiten van de financiering maken het voorwerp uit van een financieringsovereenkomst, afgesloten tussen de inrichter en de pensioeninstelling.

De patronale sociale bijdragen (8,86%) worden door de inrichter aangegeven en betaald.

Hoofdstuk VIII – Beheer en aanduiding van de pensioeninstelling

Art. 13. De inrichter vertrouwt het beheer toe aan de NV ALLIANZ, met maatschappelijke zetel te Brussel, hiertoe erkend door de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten (FSMA).

Binnen de juridische structuur van de pensioeninstelling kan de inrichter er echter voor opteren één of meer deelaspecten van het beheer aan derden toe te vertrouwen.

Art. 14. De regels die het beheer van het sectoraal pensioenstelsel beheersen zijn vastgelegd in een groepsverzekeringsreglement.

Het groepsverzekeringsreglement is vervat in bijlage 1 bij deze CAO en maakt er integraal deel van uit. De pensioeninstelling zal het groepsverzekeringsreglement overhandigen aan elke aangeslotene.

Art. 15. Zoals voorgeschreven in art. 41§2 van de WAP wordt een toezichtcomité opgericht. Dit comité wordt voor de ene helft samengesteld uit werknemersvertegenwoordigers en voor de andere helft uit vertegenwoordigers van de werkgevers.

Het toezichtcomité ziet toe op het beheer van de pensioentoezegging door de pensioeninstelling en wordt door de

pensioeninstelling jaarlijks in het bezit gesteld van een zgn. “transparantieverlag”, alvorens zij dit ter beschikking stelt van de inrichter.

De inrichter kan het verslag ter beschikking stellen aan elke aangeslotene die erom verzoekt.

Art. 16. Het transparantieverlag wordt opgesteld door de pensioeninstelling of, in voorkomend geval, door de derde aan wie een deelaspect van het beheer werd toevertrouwd en geeft een getrouw relaas van de tijdens het boekjaar uitgevoerde activiteiten en genomen beslissingen, zoals voorgeschreven door de WAP.

Art. 17. De Raad voor Aanvullende Pensioenen kan op verzoek van ten minste 10% van de in art.1 bedoelde werkgevers of werknemers, het rendement van het pensioenstelsel onderzoeken. Indien dit rendement onvoldoende wordt geacht, zal de raad aan de Inrichter aanbevelen, van pensioeninstelling te veranderen of het beheer of een gedeelte ervan uit te besteden aan (een) andere beheerder(s).

Hoofdstuk IX – Opting-out

Art.18. Opting out door werkgevers die reeds hebben of nog zullen voorzien in gelijkaardige regelingen als bedoeld in de onderhavige CAO, wordt uitgesloten, behoudens uitdrukkelijke instemming door de beheerraad van de inrichter.

Hoofdstuk X – Uitbetaling van het aanvullend pensioenvoordeel

Art. 19. Het groepsverzekeringsreglement stelt de modaliteiten en procedures vast voor de uitbetaling van het pensioenvoordeel.

Het aanvullend pensioenvoordeel kan ten vroegste worden uitgekeerd vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de leeftijd van 65 jaar, zowel voor mannen als voor vrouwen.

De rechten van de aangeslotene die de sector verlaat vóór de einddatum van de contracten (uittreding), worden beschreven in het groepsverzekeringsreglement. Uittreding is de beëindiging van de arbeidsovereenkomst tussen de aangeslotenen en zijn huidige werkgever anders dan door overlijden of het bereiken van de einddatum, in zoverre de aangeslotene niet een nieuwe arbeidsovereenkomst heeft afgesloten met een andere werkgever die eveneens aan deze pensioentoezegging onderworpen is, binnen het derde kwartaal volgend op het kwartaal van de beëindiging van de eerste arbeidsovereenkomst. Als datum van uittreding geldt derhalve de eerste dag van het vierde kwartaal dat volgt op het kwartaal van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst.

Hoofdstuk XI – Toepassingsdatum

Art.20. Deze collectieve arbeidsovereenkomst gaat in op 1 december 2013, onder voorbehoud van algemeen verbindend verklaring bij Koninklijk besluit.

Zij wordt gesloten voor onbepaalde duur. Elke partij kan de overeenkomst bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het paritair comité opzeggen mits in achtneming van een opzeggingstermijn van 6 maanden die ten vroegste afloopt bij het einde van een boekjaar.

Overeenkomstig artikel 10§1,3° van de WAP dienen partijen een beslissing te nemen m.b.t. de eventuele opheffing van het pensioenstelsel. Conform artikel 10 §1 3° van de WAP is deze beslissing enkel geldig indien ze de steun heeft van 80% van de stemmen van al de in het Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking gewone of plaatsvervangende leden die de werkgevers vertegenwoordigen en 80% van al de gewone of plaatsvervangende leden die de werknemers vertegenwoordigen.

Deze beslissing moet voorafgaan aan de opzegging van de CAO.

Bijlage 1 Groepsverzekeringsreglement

HOOFDSTUK I BIJZONDERE VOORWAARDEN

Artikel 1 - AANSLUITING

- 1.1. Voorwaarden voor de aansluiting
- 1.2. Medische formaliteiten bij aansluiting

Artikel 2 - PRESTATIES EN FINANCIERING

- 2.1. Voorwerp van de groepsverzekering
- 2.2. Definitie van de basisbegrippen
- 2.3. Financiering van de prestaties
- 2.4. Prestaties bij overlijden van de aangeslotene vóór de einddatum van de contracten
- 2.5. Prestaties bij leven van de aangeslotene op de einddatum van de contracten
- 2.6. Winstdeling
- 2.7. Modaliteiten voor de premiebetaling
- 2.8. Financieringsfonds en vrije reserve
- 2.9. De jaarlijkse taks op de verzekeringspremies

HOOFDSTUK II - ALGEMENE VOORWAARDEN

Artikel 3 - BESLISSINGSBEVOEGDHEID EN PARITAIR BEHEER

- 3.1. Invoering en wijziging van een sectoraal pensioenstelsel
- 3.2. Paritair beheer

Artikel 4 - TARIEVEN

Artikel 5 - BIJWERKING VAN DE CONTRACTEN

- 5.1. Jaarlijkse bijwerking
- 5.2. Informatie voor de aangeslotenen
- 5.3. Wijzigingen van de groepsverzekering

Artikel 6 - UITKERING VAN DE PRESTATIES

- 6.1. Bij leven van de aangeslotene op de einddatum van de contracten
- 6.2. Bij overlijden van de aangeslotene vóór de einddatum van de contracten
- 6.3. Vereffening van de contracten onder rentevorm

Artikel 7 - RECHTEN VAN DE AANGESLOTENEN

- 7.1. Waarborg op minimumrendement — Verworven reserves
- 7.2. Rechten van de aangeslotene die sector verlaat voor de einddatum van de contracten

Artikel 8 - STAKING VAN DE STORTINGEN

- 8.1. Ingebrestelling van de Inrichter en informatie aan de aangeslotenen
- 8.2. Gevolgen van de staking van de stortingen voor de groepsverzekering of de opzegging ervan
- 8.3. Overdracht van de afkoopwaarden

Artikel 9 - DIVERSE BEPALINGEN

9.1. Jaarlijkse taks

9.2. Kennisgevingen

9.3. Onbetwistbaarheid

9.4. Toepasbare wet - Rechtspraak

Bescherming van de persoonlijke levenssfeer en rechten van de geregistreerde personen Waarschuwing

Controle der verzekeringen

Definities

BIJZONDERE VOORWAARDEN

HOOFDSTUK I

BIJZONDERE VOORWAARDEN

ARTIKEL 1 - AANSLUITING

Artikel 1.1. - VOORWAARDEN VOOR DE AANSLUITING

Alle werknemers die behoren tot de personeelscategorie vermeld in de CAO in dienst van een bedrijf waarop het pensioenstelsel van toepassing is, worden in de pensioentoezegging opgenomen vanaf indiensttreding of toetreding tot betrokken personeelscategorie

De aansluiting geschiedt op de eerste dag van de maand waarop de aansluitingsvoorwaarden vervuld worden.

Artikel 1.2. - MEDISCHE FORMALITEITEN BIJ AANSLUITING

De aansluiting is niet onderworpen aan medische formaliteiten.

ARTIKEL 2 - PRESTATIES EN FINANCIERING

Artikel 2.1. - VOORWERP VAN DE GROEPSVERZEKERING

Het voorwerp van onderhavig reglement bestaat erin, tegen storting van premies (artikel 2.3), te voorzien in het verzekeren van een dekking leven en overlijden, namelijk:

- de uitkering van een kapitaal bij leven van de aangeslotene op de einddatum van de contracten;
- de uitkering van een kapitaal bij overlijden van de aangeslotene vóór de einddatum van de contracten.

Artikel 2.2. - DEFINITIE VAN DE BASISBEGRIPPEN

2.2.1. Einddatum van de contracten

De einddatum van de contracten is bepaald op de eerste dag van de maand die volgt op de 65ste verjaardag van de aangeslotene.

Bij verderzetting van de beroepsloopbaan na de einddatum (65 jaar) van de contracten wordt de eindtermijn van de contracten leven en overlijden telkens verlengd voor de duur van één jaar.

2.2.2. Bezoldigingen

De refertebezoldiging (B) die in aanmerking wordt genomen voor het bepalen van de premies wordt berekend voor de periode van 1 juli tot 30 juni (referteperiode) op het loon zoals gedefinieerd in de CAO.

Deze bezoldiging wordt elk jaar in november of december, volgend op de referterperiode meegeedeeld door de inrichter.

2.2.3. Hoofdvervaldag

De prestaties worden jaarlijks per 1 december opnieuw bepaald, en dit voor de eerste maal op 1 december 2009.

2.2.4. Eindberekening in geval van uittreding, overlijden of pensionering

In geval van uittreding van de aangeslotene, of in geval van overlijden of de pensionering, zal op de dag van de uittreding, het overlijden of de einddatum het contract worden aangepast op basis van de regels bepaald in de CAO.

Artikel 2.3. - FINANCIERING VAN DE PRESTATIES

De premies zijn betaalbaar tot de einddatum van de contracten of tot het overlijden van de aangeslotene zo deze laatste vóór die einddatum overlijdt.

2.3.1. Bedrag van de jaarpremie ten laste van de Inrichter (Inrichtersbijdrage)

De Inrichtersbijdrage ten laste van de Inrichter wordt berekend door de inrichter en is gelijk aan het bedrag betaalbaar in uitvoering van de sectorale CAO tot bepaling van de Inrichtersbijdragen voor het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel zoals deze op elk respectievelijk moment van kracht is.

2.3.2. Bijdragen vanuit de solidariteitstoezegging

Overeenkomstig het solidariteitsreglement zullen bijdragen vanuit de solidariteitstoezegging gestort kunnen worden. Deze bijdragen worden net zoals de Inrichtersbijdragen op de afzonderlijke individuele rekening voor elke aangeslotene gestort, zijnde de toelagecontracten.

Artikel 2.4. - PRESTATIES BIJ OVERLIJDEN VAN DE AANGESLOTENE VOOR DE EINDDATUM VAN DE CONTRACTEN

De groepsverzekering waarborgt, ten voordele van de begunstigden, de storting van een overlijdenskapitaal waarvan het bedrag wordt vastgesteld op de terugbetaling van de wiskundige reserve, van het basiscontract en het winstdeelnamecontract "Uitgestelde kapitalen met tegenverzekering van de wiskundige reserve", opgebouwd op de eerste dag van de maand van het overlijden van de aangeslotene.

Artikel 2.5. - PRESTATIES BIJ LEVEN VAN DE AANGESLOTENE OP DE EINDDATUM VAN DE CONTRACTEN

De contracten "Uitgestelde kapitalen met tegenverzekering van de wiskundige reserve", waarborgen de uitbetaling van een kapitaal indien de aangeslotene in leven is op de einddatum van de contracten. Zo de aangeslotene voor de einddatum van de contracten overlijdt, wordt de wiskundige reserve, opgebouwd tot op het ogenblik van overlijden, aan de aangeduide begunstigden terugbetaald.

Artikel 2.6. - WINSTDELING

De contracten opgemaakt in uitvoering van onderhavig reglement evenals het financieringsfonds en de vrije reserve delen in de winsten geboekt in het gekantonneerd fonds PC 126. De werking en beleggingspolitiek van het gekantonneerde fonds worden beschreven in een afzonderlijke overeenkomst.

De prestaties van de individuele contracten worden vermeerderd met de winsten in het gekantonneerde fonds PC 126 toegekend door de Verzekeringsonderneming voor het deel dat volgens de beslissing van het toezichtcomité niet wordt toegewezen aan de vrije reserve, conform aan de wettelijke bepalingen terzake (Art.4-8, 1e lid KB WAP 12/01/2007).

Artikel 2.7. - MODALITEITEN VOOR DE PREMIEBETALING

De bijdragen (Inrichtersbijdragen en bijdragen uit het solidariteitsluik) worden jaarlijks op 1 december volgend op de referentieperiode individueel toegewezen aan afzonderlijke contracten die toelagecontracten genoemd worden. Deze bijdragen worden betaald door de bedragen te heffen op het financieringsfonds. De premies die worden toegewezen aan de financiering van de prestaties, worden jaarlijks als periodieke premies aangewend op de contracten.

Een borderel met opgave van de bijdragen, wordt jaarlijks door de Verzekeringsonderneming opgesteld en naar de Inrichter opgestuurd.

Artikel 2.8. — FINANCIERINGSFONDS EN VRIJE RESERVE

Er wordt in het raam van de groepsverzekering een financieringsfonds en een vrije reserve opgericht. Deze worden door de Verzekeringsonderneming beheerd

2.8.1. Financiering van het financieringsfonds

Het fonds zal worden gefinancierd door de volgende bedragen

1. De maandelijksse voorschotten ontvangen van de Inrichter
2. De bijdragen die overeenkomstig het solidariteitsreglement vanuit de solidariteitstoezegging gestort worden.
3. De financiële opbrengst gegenereerd door het financieringsfonds zelf.

Andere:

- De kapitalen bij overlijden bedoeld bij punt 6.2.1.6. van de algemene voorwaarden en de afkoopwaarden van de toelagecontracten ingeval de aangeslotene er niet de eigendom van bezit (artikel 7.1.2.) worden in het financieringsfonds gestort.
- Het financieringsfonds ontvangt de stortingen van de bedragen waarvan sprake in artikel 5.1.2. laatste paragraaf.

2.8.2. Financiering van de vrije reserve

De vrije reserve wordt gefinancierd door de volgende bedragen:

1. Het deel van de financiële opbrengst gegenereerd door de individuele contracten dat volgens de beslissing van het toezichtcomité wordt toegewezen aan de vrije reserve.
2. De financiële opbrengst gegenereerd door de vrije reserve zelf.

2.8.3. Bestemming van het financieringsfonds

Op het financieringsfonds kunnen heffingen worden gedaan:

- tot toewijzing aan de contracten — jaarpremies volgens modaliteiten van punt 2.7.
- tot aanzuivering van de tekorten zoals beschreven in artikel 7.1.1. laatste §
- tot toewijzing aan de toelagecontracten voor zover de minimumreserve vermeld in artikel 5.1.2. niet aangesproken wordt;
- tot toewijzing aan de toelagecontracten bij staking van premiebetaling in toepassing van de bepalingen van artikel 8.1.

2.8.4. Bestemming van de vrije reserve

De vrije reserves kunnen op basis van een beslissing van het toezichtcomité aangewend worden om bijkomende stortingen op de individuele toelagecontracten uit te voeren bovenop de bijdragen die voorzien zijn in artikel 2.3. en met respect voor alle wettelijke beschikkingen.

2.8.5. Vereffening van het financieringsfonds en de vrije reserve

De activa van het financieringsfonds en de vrije reserve kunnen niet terug worden opgenomen in het vermogen van de Inrichter en dienen voor de financiering van de pensioentoezegging bestemd te blijven.

In geval van definitieve opheffing van de groepsverzekering, in geval van verdwijning van de inrichter, om welke reden dan ook en zonder dat de verplichtingen worden overgenomen door een derde, worden de activa die niet langer nodig zijn voor het beheer van de pensioentoezegging aan de aangeslotenen toegekend in verhouding tot hun verworven reserves, in voorkomend geval verhoogd tot het bedrag dat bij toepassing van artikel 24 van de wet wordt gewaarborgd.

Het bedrag dat overeenstemt met de verworven reserves wordt op de individuele contracten van de aangeslotenen gestort.

De activa die niet langer nodig zijn voor het beheer van de pensioentoezegging zijn gelijk aan het saldo van het financieringsfonds en de vrije reserve dat overblijft na aanzuivering op de individuele contracten van de aangeslotenen van de tekorten beschreven in de laatste paragraaf van artikel 7.1.1

In afwijking van de vorige paragraaf mag aan een geheel of gedeelte van de activa bij collectieve arbeidsovereenkomst een andere sociale bestemming worden verleend.

Artikel 2.9. - DE JAARLIJKSE TAKS OP DE VERZEKERINGSPREMIES

In afwijking van artikel 9.1 is er geen taks voor zover deze pensioentoezegging een sectorale pensioenstelsel betreft die voldoet aan de voorwaarden opgesomd in artikel 10§ 1 van de WAP.

ALGEMENE VOORWAARDEN

HOOFDSTUK II **ALGEMENE VOORWAARDEN**

ARTIKEL 3 - BESLISSINGSBEVOEGDHEID EN PARITAIR BEHEER

Artikel 3.1. INVOERING EN WIJZIGING VAN EEN SECTORAAL PENSIOENSTELSEL

Het sectoraal pensioenstelsel wordt ingevoerd bij collectieve arbeidsovereenkomst. De CAO stelt het pensioenreglement vast en bevat de regels inzake het beheer van het pensioenstelsel en de keuze van de pensioeninstelling.

Het pensioenstelsel treedt in werking op de datum vastgesteld in de collectieve arbeidsovereenkomst en uiterlijk één jaar na de datum van sluiting ervan.

Wijzigingen aan de pensioentoezegging evenals veranderingen van pensioeninstelling dienen altijd bij collectieve arbeidsovereenkomst te gebeuren.

Artikel 3.2. PARITAIR BEHEER

Er wordt een toezichtsc comité opgericht dat paritair is samengesteld overeenkomstig de regels vastgesteld in artikel 41 § 1, tweede en derde lid van de WAR

Het toezichtsc comité ziet toe op de uitvoering van de pensioentoezegging en wordt in het bezit gesteld van de verklaring inzake de beleggingsbeginselen bedoeld in artikel 41bis van de WAP en van het transparantieverslag bedoeld in artikel 42, § 1 van de WAP vóór de mededeling ervan aan de inrichters. De verklaring inzake de beleggingsbeginselen evenals het transparantieverslag worden door de verzekeringsonderneming opgemaakt en aangeleverd aan het toezichtsc comité.

ARTIKEL 4 - TARIEVEN

De gebruikte tarieven zijn opgemaakt op grond van de technische grondslagen die door de Verzekeringsonderneming werden neergelegd overeenkomstig de uitvoeringsbesluiten van de wet van 9 juli 1975. Indien de technische grondslagen gewijzigd worden, dan zullen de nieuwe tarieven die eruit voortvloeien van toepassing zijn op elke verhoging van de verzekerde prestaties en op elke nieuwe aansluiting waarvan de ingangsdatum na de datum van de tariefwijziging valt.

ARTIKEL 5 - BIJWERKING VAN DE CONTRACTEN

Artikel 5.1. - JAARLIJKSE BIJWERKING

5.1.1. Jaarlijkse berekening van premies en prestaties

De premies en prestaties worden bij de aansluiting berekend.

Ze worden jaarlijks op de hoofdvervaldag van de groepsverzekering opnieuw bepaald.

Te dien einde stuurt de Verzekeringsonderneming de Inrichter de lijst van de personeelsleden, aangesloten bij de groepsverzekering.

De Inrichter stuurt deze lijst terug met vermelding van de nieuwe bezoldigingen en van de gegevens die nodig zijn om de premies te kunnen berekenen.

5.1.2. Jaarlijkse berekening van het financieringstekort

Het bedrag van de tekorten van de reserves van de individuele contracten waarvan sprake in artikel 7.1. wordt jaarlijks door de Verzekeringsonderneming berekend.

De Inrichter heeft de wettelijke verplichting om deze tekorten op collectieve wijze te financieren, de reserves van het financieringsfonds dienen dan ook gedurende het jaar dat volgt op de jaarlijkse bijwerking minimaal gelijk te zijn aan het bedrag van de tekorten zoals hiervoor vermeld.

Deze minimumreserve die in het financieringsfonds aanwezig dient te zijn, kan alleen verminderd worden in de loop van het verzekeringsjaar met de bedragen die uit het financieringsfonds geput worden in toepassing van artikel 7.1.1 laatste paragraaf

Indien bij de jaarlijkse bijwerking blijkt dat de reserves uit het financieringsfonds lager zijn dan de vereiste minimumreserve, dan gaat de Inrichter op vraag van de Verzekeringsonderneming over tot onmiddellijke aanzuivering van het ontbrekende bedrag.

Artikel 5.2. - INFORMATIE VOOR DE AANGESLOTENEN

De aangeslotene kan op eenvoudig verzoek de tekst van het reglement bekomen bij zijn Inrichter evenals het transparantierapport dat de Verzekeringsonderneming jaarlijks ter beschikking stelt.

De Verzekeringsonderneming zal ieder jaar ten behoeve van de aangeslotene een individuele pensioenfiche afleveren aan de Inrichter. Deze fiche bevat de gegevens zoals beschreven in artikel 26§1 en §3 van de WAP.

De Inrichter neemt de taak op zich om de individuele pensioenfiches te bezorgen aan de actieve aangeslotenen.

De aangeslotene kan op eenvoudig verzoek een historisch overzicht van de gegevens vermeld in artikel 26 §1 1° en 2° verkrijgen.

Artikel 5.3. - WIJZIGINGEN VAN DE GROEPSVERZEKERING

De Inrichter behoudt zich het recht voor, zijn aandeel in deze groepsverzekering te verminderen en zelfs af te schaffen zo de economische en/of sociale omstandigheden hem ertoe zouden verplichten of in geval van grondige wijziging van de sociale zekerheid.

Iedere wijziging van de groepsverzekering dient te gebeuren bij collectieve arbeidsovereenkomst.

In geval van stopzetting van de groepsverzekering is de Inrichter er toe gehouden om de eventuele tekorten aan te zuiveren van de reserves van de individuele toelagecontracten, vastgesteld in toepassing van artikel 7.1.1. laatste paragraaf.

ARTIKEL 6 - UITKERING VAN DE PRESTATIES

Artikel 6.1. - BIJ LEVEN VAN DE AANGESLOTENE OP DE EINDDATUM VAN DE CONTRACTEN

Bij leven van de aangeslotene op de einddatum van de contracten, is hij de begunstigde van de prestaties. De prestaties worden uitgekeerd onder vorm van kapitaal.

Nochtans kan de begunstigde de vereffening vragen onder de vorm van een lijfrente in zijn voordeel en in voorkomend geval, in het voordeel van zijn huwelijkspartner of wettelijk samenwonende partner zo deze laatste hem overleeft. De vereffening geschiedt volgens de modaliteiten bepaald bij artikel 6.3.

De omzettingcoëfficiënt van het kapitaal naar rente is deze van toepassing op het moment van de vereffening van de contracten.

Artikel 6.2. - BIJ OVERLIJDEN VAN DE AANGESLOTENE VOOR DE EINDDATUM VAN DE CONTRACTEN

6.2.1. Begunstigden

Bij overlijden van de aangeslotene voor de einddatum van de contracten zijn de begunstigden van alle prestaties, in de volgende volgorde van voorrang:

1. de niet gerechtelijk van tafel en bed gescheiden huwelijkspartner of de wettelijk samenwonende partner.
2. de kinderen waarvan de afstamming vaststaat en de adoptieve kinderen.
Bij vooroverlijden van één van hen, hun afstammelingen voor het gedeelte dat zou toegekomen zijn aan de begunstigde in wiens plaats ze treden;
3. de vader en de moeder van de aangeslotene, elk voor de helft; bij vooroverlijden van één van hen, komt het geheel van de verzekerde bedragen aan de overlevende toe;
4. de begunstigden aangeduid bij aanhangsel door de aangeslotene.
5. de wettelijke erfgenamen ten persoonlijke titel, met uitsluiting van de Staat;
6. het financieringsfonds.

Op verzoek van de aangeslotene kan er van deze devolutie van de begunstiging worden afgeweken; deze afwijkingen moeten echter door de aangeslotene en de Verzekeringsonderneming worden getekend.

Indien de afwijking echter tot doel heeft de niet gerechtelijk van tafel en bed gescheiden huwelijkspartner of de kinderen de begunstiging te ontzeggen, moet het akkoord van de huwelijkspartner worden gevraagd in toepassing van de wet van 14 juli 1976 betreffende de wederzijdse rechten en verplichtingen van de echtgenoten en de huwelijksvermogensstelsels.

De verzekerde prestaties worden naar keuze van de begunstigten in kapitaal uitgekeerd of onder de vorm van lijfrenten vereffend.

De omzetting van het kapitaal naar rente gebeurt volgens de modaliteiten bepaald in artikel 6.3.

Indien een begunstigde echter een minderjarig kind is, wordt het hem toekomende gedeelte verplicht vereffend onder de vorm van tijdelijke renten met als einddatum de 18de verjaardag van die begunstigde.

Indien beide echtgenoten of beide wettelijk samenwonende partners in eenzelfde gebeurtenis overlijden, zonder dat men de volgorde van overlijden kan bepalen, wordt de aangeslotene verondersteld de huwelijkspartner of wettelijk samenwonende partner te hebben overleefd en de vereffening onder kapitaalvorm te hebben gekozen.

6.2.2. Administratieve formaliteiten

De sommen verschuldigd door de Verzekeringsonderneming worden aan de begunstigten uitgekeerd na voorlegging van de volgende documenten

- 1) een uittreksel uit de overlijdensakte van de aangeslotene met vermelding van zijn geboortedatum;
- 2) een medisch getuigschrift met vermelding van de overlijdensoorzaak;
- 3) wanneer de begunstigten niet met naam werden aangeduid, een notariële akte tot staving van hun rechten.

Artikel 6.3. VEREFFENING VAN DE CONTRACTEN ONDER RENTEVORM

De prestaties waarin onderhavig reglement voorziet, kunnen op verzoek van de begunstigten onder rentevorm vereffend worden voor zover het bedrag op jaarbasis van deze rente hoger is dan 500,00 euro. Deze laatste beperking geldt niet indien de begunstigde een minderjarig kind is.

Het bedrag van € 500,00 wordt geïndexeerd volgens de bepalingen die voorzien zijn in de WAP.

De Inrichter brengt de aangeslotenen van dit recht op de hoogte twee maanden voor de eindvervaldag van de contracten. In geval van overlijden van de aangeslotene voor de eindvervaldag brengt de Inrichter de begunstigten van dit recht op de hoogte binnen de twee weken die volgen op de kennisname van het overlijden.

De omzettingcoëfficiënt van het kapitaal naar rente is deze van toepassing op het moment van de vereffening van de contracten rekening houdende met de tariefbasis die de verzekeringsonderneming op dat moment hanteert. Indien het rentetarief dat bij de verzekeringsonderneming van toepassing is op het moment van de omzetting tot een lagere rente leidt dan de rente die zou bekomen worden door toepassing van de tariefbasis opgelegd door de uitvoeringsbesluiten van de WAP; dan heeft de Inrichter de wettelijke verplichting dit verschil te financieren door storting van een eenmalige premie.

Het bedrag van de renten uitgekeerd op grond van een bepaald kapitaal hangt af van de leeftijd van de begunstigde bij het ingaan van de rente en verschilt naargelang het een mannelijke of een vrouwelijke begunstigde betreft.

De renten vangen aan op de eerste dag van de maand van de gebeurtenis die aanleiding geeft tot de vereffening van de verzekerde prestaties.

Ze zijn maandelijks postnumerando betaalbaar, voor de laatste maal op de maandelijkse vervaldag die voorafgaat aan het overlijden van de rentetrekker, of aan de gestelde einddatum indien het om tijdelijke renten gaat.

Indien de rente eveneens op het leven van de huwelijkspartner of de wettelijk samenwonende partner gevestigd werd, en voor zover deze laatste de rentetrekker overleeft, dan zullen de eerste hem/haar toekomende rentegedeeltes uitbetaald worden op de vervaldag die op het overlijden van de aangeslotene volgt.

In geval de prestaties uitgekeerd worden onder de vorm van een rente, mag de overdraagbaarheidscoëfficiënt niet meer bedragen dan 80 %.

ARTIKEL 7 - RECHTEN VAN DE AANGESLOTENEN

Artikel 7.1. - WAARBORG OP MINIMUMRENDEMENT — VERWORVEN RESERVES -

7.1.1. Bepaling van het minimumrendement

De minimumrendementen voorzien door artikel 24 van de WAP worden jaarlijks door de Verzekeringsonderneming vermeld op de pensioenfiche.

De Inrichter heeft de wettelijke verplichting om deze minimumrendementen te garanderen aan de aangeslotene.

Bij de jaarberekening zal de Inrichter de eventuele vastgestelde tekorten van de reserves van de toelagecontracten

aanzuiveren op collectieve wijze door storting in het financieringsfonds.

De Inrichter machtigt de Verzekeringsonderneming om de sommen uit het financieringsfonds aan te wenden voor aanzuivering van de vastgestelde tekorten bij een uitdiensttreding gevolgd door een reserveoverdracht of afkoop, bij vereffening van de contracten of bij afschaffing van de groepsverzekering.

7.1.2. Eigendom van de contracten/rechten

De prestaties gevestigd door de Inrichtersbijdragen en de ermee overeenstemmende winstdelingen zijn verworven door de aangeslotene behalve tijdens het eerste jaar van aansluiting.

Artikel 7.2. - RECHTEN VAN DE AANGESLOTENE DIE DE SECTOR VERLAAT VOOR DE EINDDATUM VAN DE CONTRACTEN

7.2.1. Uittreding uit de sector

Uittreding is de beëindiging van de arbeidsovereenkomst tussen de aangeslotenen en zijn huidige werkgever anders dan door overlijden of het bereiken van de einddatum, in zoverre de aangeslotene niet een nieuwe arbeidsovereenkomst heeft afgesloten met een andere werkgever die eveneens aan deze pensioentoezegging onderworpen is, binnen het derde kwartaal volgend op het kwartaal van de beëindiging van de eerste arbeidsovereenkomst. Als datum van uittreding geldt derhalve de eerste dag van het vierde kwartaal dat volgt op het kwartaal van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst.

7.2.2. Procedure

Bij uittreding uit de sector, beschikt de Inrichter over één jaar om de Verzekeringsonderneming hierover te informeren. De Verzekeringsonderneming deelt binnen de 30 dagen volgend op deze informatie de verworven prestaties en de overeenstemmende reserves mee aan de Inrichter, die de aangeslotene hiervan onmiddellijk in kennis stelt.

De aangeslotene dient de bestemming van zijn verworven reserves aan de Inrichter mede te delen binnen de 30 dagen volgend op de mededeling ervan. De Inrichter brengt de Verzekeringsonderneming op de hoogte binnen de 15 dagen van de beslissing van de aangeslotene.

Indien de aangeslotene geen keuze bekend maakt binnen de hierboven vermelde termijnen, worden zijn contracten gereduceerd.

7.2.3. Mogelijkheden geboden aan de aangeslotene

Keuzemogelijkheden voor de aangeslotene

Wanneer de aangeslotene de dienst van de Sector voor de einddatum van de contracten verlaat, heeft hij de mogelijkheid, op voorwaarde dat hij de Verzekeringsonderneming schriftelijk op de hoogte brengt van zijn beslissing:

- hetzij om de contracten te reduceren in de bestaande verzekeringscombinatie.
Een contract reduceren of premievrij maken betekent dat de verzekeringsonderneming er akte van neemt dat de premiebetaling voor het contract stopgezet wordt. Dientengevolge wordt het contractueel kapitaal op einddatum herleid tot de premievrije waarde. De premievrije waarde komt overeen met het bedrag van de reserve op het moment van reductie, opgerent aan de technische rentevoet die van toepassing is op deze reserve.
- hetzij om zijn wiskundige reserves over te dragen naar een andere pensioeninstelling binnen de door de WAP toegelaten mogelijkheden. Bij deze overdracht zal de Verzekeringsonderneming geen kosten aanrekenen.
- hetzij om zijn reserves onder te brengen in de onthaalstructuur van de huidige verzekeringsonderneming en deze aan te wenden voor een andere verzekeringscombinatie met eventuele verdere premiebetaling op individuele basis.

Onthaalstructuur

Indien de aangeslotene opteert voor overdracht van zijn reserves naar de onthaalstructuur worden zijn reserves toegewezen aan een individueel contract dat onderworpen is aan het reglement en de kostenstructuur eigen aan deze onthaalstructuur.

De reserves worden aangewend in de verzekeringscombinatie "Uitgestelde kapitalen met tegenverzekering van de wiskundige reserve".

De aangeslotene kan kiezen om een waarborg overlijden toe te voegen.

De Verzekeringsonderneming kan de aanvaarding van de waarborg overlijden afhankelijk maken van het door de Verzekeringsonderneming gunstig bevonden resultaat van medische formaliteiten waarvan de onkosten door de Verzekeringsonderneming ten laste worden genomen.

Overdracht van reserves

De uitgetreden werknemer kan te allen tijde opteren om zijn wiskundige reserves over te dragen naar de onthaalstructuur of een andere pensioeninstelling binnen de perken opgelegd door de WAP. Bij deze overdracht zal de Verzekeringsonderneming geen kosten aanrekenen.

ARTIKEL 8 - STAKING VAN: DE STORTINGEN

Artikel 8.1. - INGEBREKESTELLING VAN DE INRICHTER EN INFORMATIE AAN DE AANGESLOTENEN

Bij staking van betaling van de Inrichtersbijdragen wordt de Inrichter ten vroegste 30 dagen te rekenen vanaf de vervaldag per aangetekende brief in gebreke gesteld en wordt er een afschrift van de ingebrekestelling naar elke aangeslotene opgestuurd.

Ingeval deze ingebrekestelling om welke reden ook niet binnen 3 maand volgend op de staking van de stortingen naar de Inrichter opgestuurd werd, dan wordt elke aangeslotene bij het verstrijken van deze termijn bij gewone brief op de hoogte gebracht van de staking van betaling van de premies.

De hierboven omschreven procedure wordt echter enkel toegepast na heffing van de onbetaalde Inrichtersbijdragen op het financieringsfonds.

Artikel 8.2. - GEVOLGEN VAN DE STAKING VAN DE STORTINGEN VOOR DE GROEPSVERZEKERING OF DE OPZEGGING ERVAN

Indien de betaling van de Inrichtersbijdragen wordt stopgezet, worden de contracten leven en overlijden op de vervaldatum van de eerste onbetaalde premie gereduceerd. Ze blijven onderworpen aan het reglement en delen verder in de winst zoals de andere groepsverzekeringcontracten.

De reductie van de contracten gebeurt op basis van de technische grondslagen die gebruikt worden voor de berekening van de premie. Wanneer de reductie gepaard gaat met het wegvallen van de waarborgen in geval van overlijden, zullen in overeenstemming met de bepalingen van het KB Leven de gereduceerde waarden berekend worden met de sterftetafels voor de verrichtingen bij leven.

De aangeslotene heeft echter de mogelijkheid, de premies voor de prestaties bij leven en overlijden, volgens de volgende modaliteiten verder te storten:

De premies worden toegewezen aan een persoonlijk contract onderworpen aan de algemene voorwaarden van de individuele levensverzekering, maar dat echter het tarief van de groepsverzekering geniet, tot beloop van de niveaus van prestaties die vroeger in het raam van de groepsverzekering verzekerd waren.

Het persoonlijk contract gaat in na kennisgeving ervan aan de aangeslotene door de Verzekeringsonderneming.

De voortzetting geschiedt tegen de voorwaarden van de groepsverzekering en zonder medische formaliteiten wanneer ze aangevraagd wordt binnen zes maand volgend op de stopzetting van de groepsverzekering.

Na deze termijn kan de voortzetting afhankelijk worden gesteld van het gunstig resultaat van medische formaliteiten waarvan de onkosten door de Verzekeringsonderneming ten laste worden genomen.

De contracten aangegaan in het raam van de groepsverzekering worden gereduceerd.

Artikel 8.3. - OVERDRACHT VAN DE AFKOOPTWAARDEN

Het geheel van de toelagecontracten kan worden afgekocht met het doel de afkoopwaarden over te dragen naar een andere gemachtigde Verzekeringsonderneming, naar een gemachtigd pensioenfonds of een groepsverzekering gekoppeld aan beleggingsfondsen.

De Inrichter licht de aangeslotenen evenals de FSMA in over de beslissing tot overdracht en de motivatie. In het geval dat de invoering of wijziging van een plan dient te gebeuren bij collectieve arbeidsovereenkomst of bij wijziging van het arbeidsreglement, dient de beslissing tot overdracht genomen te worden bij collectieve arbeidsovereenkomst of bij wijziging van het arbeidsreglement.

De overgedragen reserves bevatten de wiskundige reserves van de winstdeling.

De eventuele vergoeding mag in geen geval ten laste van de aangeslotenen worden gelegd.

ARTIKEL 9 - DIVERSE BEPALINGEN

Artikel 9.1. - JAARLIJKSE TAKS

De jaarlijkse taks op de verzekeringscontracten wordt betaald door de Inrichter. Deze taks is verschuldigd op de premies evenals op de eventuele stortingen door de Inrichter in het financieringsfonds.

De taks wordt door de Verzekeringsonderneming berekend, geïnd, aangegeven en doorgestort aan de staat.

Artikel 9.2. - KENNISGEVINGEN

De kennisgevingen aan de Inrichter of de aangeslotenen geschieden geldig op het laatste adres van de Inrichter meegedeeld aan de Verzekeringsonderneming. Elke kennisgeving van een partij aan de andere wordt geacht gedaan te zijn op de datum van afgifte ervan op de post.

Artikel 9.3. - ONBETWISTBAARHEID

Het reglement wordt opgemaakt op grond van de inlichtingen die door de Inrichter en de aangeslotene oprecht en zonder weglating of onjuistheden werden verstrekt om de Verzekeringsonderneming in te lichten over de omvang van de risico's die zij ten laste neemt.

Vanaf de inwerkingtreding ziet deze laatste er evenwel van af het contract te betwisten wegens alle te goeder trouw gedane weglatingen of onjuistheden.

Enkel bedrog heeft de nietigheid van het reglement tot gevolg.

Artikel 9.4. TOEPASBARE WET - RECHTSPRAAK

De geschillen tussen de partijen omtrent de uitvoering van de overeenkomst vallen onder de bevoegdheid van de Belgische rechtbanken.

Bescherming van de persoonlijke levenssfeer en rechten van de geregistreerde personen

De persoonsgegevens die aan Allianz Belgium n.v. worden medegedeeld, dienen uitsluitend voor de volgende doelstellingen: evaluatie van de verzekerde risico's, beheer van de commerciële relatie, beheer en uitvoering van het verzekeringscontract en van de erdoor gedekte schadegevallen. Enkel voor deze doeleinden kunnen zij indien noodzakelijk worden overgemaakt aan een herverzekeraar of een expert.

Elke persoon die zijn identiteit bewijst, heeft het recht kennis te krijgen van de hem betreffende gegevens die in het bestand zijn opgenomen.

Om dat recht uit te oefenen moet de belanghebbende een gedagtekend en ondertekend verzoek indienen bij de dienst:

Bescherming van de persoonlijke levenssfeer, Allianz Belgium n.v. Lakensestraat 35, 1000 Brussel.

Bij dit verzoek moet er een kopie worden gevoegd van de identiteitskaart van de aanvrager en moet de naam en het adres van de geneesheer worden vernield aan wie onze adviserend geneesheer eventuele medische gegevens mag mededelen.

Een bedrag van 3 EUR moet worden gestort op de rekening 310-0140765-07 (met als mededeling "J4SJ" gevolgd door de naam en voornamen van de betrokken persoon).

Deze persoon is verder gerechtigd alle onjuiste persoonsgegevens die op hem betrekking hebben, kosteloos te laten verbeteren of te doen verwijderen alsook om zich te verzetten tegen gebruik van die gegevens voor direct marketing door dit uitdrukkelijk te vermelden naast zijn handtekening op het voorliggende document.

Met het oog op een vlot beheer van het contract en van elk schadedossier en enkel daartoe, geeft de verzekerde zijn toestemming voor het verwerken van de medische persoonsgegevens door de Medische dienst.

Waarschuwing

Elke oplichting of poging van de verzekeringsmaatschappij brengt niet alleen de opzegging van de verzekeringsovereenkomst mee, maar wordt ook strafrechtelijk vervolgd op basis van artikel 496 van het Strafwetboek. De betrokkene zal bovendien opgenomen worden in het bestand van het E.S.V. Datassur, de Meeüsplantsoen, 29 — 1000 Brussel, dat de speciaal op te volgen verzekeringsrisico's ter herinnering

brengt aan de aangesloten leden-verzekeraars.

Controle der Verzekeringen

Het Belgisch recht is van toepassing op de verzekeringsovereenkomst. Elke klacht aangaande de uitvoering van het contract kan worden gericht aan:

- de Ombudsdienst van de maatschappij Allianz Belgium n.v., Lakensestraat 35, 1000 Brussel, fax: 02/214.61.71, Ombudsdienst@allianz.be, of
 - de Ombudsman van de Verzekeringen, de Meeusplantsoen 35, 1000 Brussel, fax: 02/547.59.75, info@ombudsman.as, of
 - de FSMA, Congresstraat 12-14, 1000 Brussel, fax: 02/220.58.17
- onverminderd de mogelijkheid voor de verzekeringnemer om een rechtsvordering in te stellen.

DEFINITIES

AFKOOP

De afkoop is de verrichting waarbij de aangeslotene de onmiddellijke vereffening van zijn groepsverzekeringscontracten krijgt.

AFKOOPWAARDE

De theoretische afkoopwaarde verminderd met de afkoopvergoeding.

FSMA

Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten

FINANCIERINGSFONDS

Collectieve reserve samengesteld bij een Verzekeringsonderneming in het kader van een bepaalde groepsverzekering.

GROEPSVERZEKERING

Levensverzekeringscontract of geheel van levensverzekeringscontracten afgesloten bij een Verzekeringsonderneming voor één of meerdere Inrichters ten voordele van gans het personeel of een gedeelte ervan of van de bedrijfsleiders.

GROEPSVERZEKERINGSREGLEMENT

Het geheel van de contractuele bepalingen die de voorwaarden van de groepsverzekering, evenals de rechten en verplichtingen van de aangeslotenen en van de Inrichter met betrekking tot die verzekering regelen.

HET KB LEVEN

Het Koninklijk Besluit van 14/11/2003 betreffende de levensverzekeringsactiviteit **INRICHTER**

De rechtspersoon, paritair samengesteld, aangeduid via een collectieve arbeidsovereenkomst door de representatieve organisaties van een paritair comité of subcomité, opgericht volgens hoofdstuk nl. van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, die een pensioenstelsel invoert.

REDUCTIEWAARDE

Prestaties die volgens de voorwaarden van het contract kunnen worden verzekerd door de wiskundige reserve te beschouwen als inventariskoopsom.

De reductie van de contracten gebeurt op basis van de technische grondslagen die gebruikt worden voor de berekening van de premie. Wanneer de reductie gepaard gaat met het wegvallen van de waarborgen in geval van overlijden, zullen in overeenstemming met de bepalingen van het KB Leven de gereduceerde waarden berekend worden met de sterftetafels voor de verrichtingen bij leven.

TOELAGECONTRACT

Contractuele bepalingen die voor een aangeslotene het gedeelte van de groepsverzekering regelen dat wordt gevormd door de bijdragen van de Inrichter.

DE WAP

De wet van 28/4/2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid. (B.S. 15.05.2003).

WETTELIJK SAMENWONENDEN

De personen die samenleven volgens de "wettelijke samenwoning" die geregeld wordt in artikel 1475 tot 1479 van het Burgerlijk Wetboek.

WISKUNDIGE RESERVE VAN HET CONTRACT

Reserve gevormd bij de Verzekeringsonderneming door de kapitalisatie van de betaalde premies, rekening houdend met de verbruikte sommen.

Bijlage 2 Reglement tot vaststelling van de solidariteitsprestaties in het kader van de sectorale 2^e pensioenpijler

Artikel 1. Dit reglement geeft concrete invulling aan de solidariteitstoezegging, vermeld in hoofdstuk VI van de Cao van 6 november 2013 tot vervanging van de cao van 2 september 2009 (reg. nummer 98687), KB van 10 oktober 2010, Belgisch Staatsblad van 9 november 2010.

Dit reglement dient te worden gelezen in samenhang met deze cao en met het Groepsverzekeringsreglement. Het wordt door de inrichter op eenvoudig verzoek ter beschikking gesteld van de aangeslotenen.

Art. 2. De solidariteitstoezegging wordt beheerd door de paritair beheerde vzw “WOOD-Life solidariteit”

Art. 3. De solidariteitsprestaties opgesomd in art. 9 van de voornoemde cao, worden als volgt geconcretiseerd:

1. Een solidariteitstoezegging voor tijdelijke werkloosheid omwille van economische redenen, technische redenen of overmacht. Deze toezegging bedraagt met ingang van de premiestorting van december 2013 0,74 euro per dag tijdelijke werkloosheid in de referentieperiode van 1 juli van het voorgaande jaar tot en met 30 juni van het lopende jaar. Het aantal dagen waarover deze toezegging wordt gestort is beperkt tot 130 dag per referentieperiode.

2. Een solidariteitstoezegging voor primaire arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of ongeval van gemeen recht of wegens arbeidsongeval. Deze toezegging voor primaire arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of ongeval van gemeen recht bedraagt met ingang van de premiestorting van december 2013 0,74 euro per dag arbeidsongeschiktheid en is beperkt tot 287 dagen per arbeidsongeschiktheid. De toekenning (en de telling van de 287 dagen) gebeurt vanaf de 31^e dag.

De toezegging voor arbeidsongeval bedraagt met ingang van de premiestorting van december 2013 0,74 euro per dag arbeidsongeschiktheid wegens arbeidsongeval en is beperkt tot 200 dagen per arbeidsongeval. De toekenning (en de telling van de 200 dagen) gebeurt vanaf de 31^e dag.

De solidariteitstoezeggingen worden toegekend volgens dezelfde criteria en modaliteiten als deze, vastgesteld door de Cao van 6 november 2013 tot vaststelling van het bedrag en de wijze van toekenning en uitkering van de aanvullende sociale voordelen door het fonds voor bestaanszekerheid voor de stoffering en de houtbewerking (registratienummer nog niet gekend op het ogenblik van redactie), meer bepaald de aanvullende vergoedingen bij langdurige arbeidsongeschiktheid en bij arbeidsongevallen.

Het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de Stoffering en de Houtbewerking stelt, binnen de beschreven voorwaarden, de dagen tijdelijke werkloosheid vast aan de hand van de RSZ-gegevens. De dagen primaire arbeidsongeschiktheid en arbeidsongeval worden vastgesteld op basis van de door het Fonds voor Bestaanszekerheid uitbetaalde dossiers aanvullende vergoeding bij langdurige arbeidsongeschiktheid en bij arbeidsongevallen. Het Fonds deelt de dagen per betrokken arbeider mee aan de vzw “WOOD-Life solidariteit”.

De vzw “WOOD-Life solidariteit” deelt jaarlijks in november het aantal dagen per solidariteitstoezegging per arbeider mee aan de verzekeringsmaatschappij en stort het totale bedrag dat overeenstemt met de solidariteitstoezeggingen.

De verzekeringsmaatschappij wijst de gestorte bedragen toe aan de individuele toelagecontracten en zorgt voor de verwerking ervan op de pensioenfiches. Vanaf dat ogenblik zijn deze solidariteitstoezeggingen onderworpen aan dezelfde regels als de jaarpremie voor het aanvullend pensioen, dit conform het groepsverzekeringsreglement.

3 Een uitkering bij overlijden van een aangeslotene gedurende diens beroepsloopbaan als arbeider bij een werkgever die ressorteert onder het paritair comité 126. De uitkering bedraagt 750 euro bruto en wordt betaald aan de begunstigen vermeld in het groepsverzekeringsreglement.

Art. 4. De vzw “WOOD-Life solidariteit” wordt gefinancierd door vaste kwartaalstortingen vanuit het Fonds voor Bestaanszekerheid.

Deze kwartaalstortingen worden bepaald in functie van de totale aangegeven loonmassa en kunnen van jaar tot jaar verschillen.

De vzw “WOOD-Life solidariteit” stelt, in overleg met het Fonds voor Bestaanszekerheid, jaarlijks de hoogte van de stortingen vast.

Art. 5. Deze stortingen vanuit het Fonds voor Bestaanszekerheid bedragen steeds minstens 4,4% van het totaal

van de individuele jaarpremies, zodat de sectorale pensioentoezegging te aanzien is als een sociale pensioentoezegging.

Bijgevolg is de verzekeringstaks ten belope van 4,4 % niet van toepassing.